



REVUE DE PRESSE 2025

AU 1^{ER} AVRIL 2025

JANVIER 2025

- **La Lettre de l'Expansion – 13 janvier 2025** p. 6
Comment bâtir une IA « éthique et responsable » pour les salariés
- **Les Echos.fr – 14 janvier 2025** p. 7
Comment bâtir une IA « éthique et responsable » pour les salariés
- **Communiqué de presse – 14 janvier 2025** p. 9
74% des salariés en France souhaitent une régulation de l'IA
- **AEF Info – 14 janvier 2025** p. 11
Trois quarts des salariés français estiment qu'il est nécessaire de réguler l'IA (Impact AI)
- **France Culture – 15 janvier 2025** p. 14
Les Matins
- **La Correspondance Economique – 15 janvier 2025** p. 15
Le concept d'"IA responsable" séduit les salariés du privé, selon un baromètre du collectif Impact AI
- **Planet Fintech.com – 15 janvier 2025** p. 17
74 % des salariés en France souhaitent une régulation de l'IA
- **Actu IA.com – 15 janvier 2025** p. 19
Baromètre Impact AI : près de trois quarts des salariés français jugent nécessaire de réguler le développement de l'IA
- **Le Mag IT.fr – 15 janvier 2025** p. 23
L'acculturation, le talon d'Achille des stratégies IA en entreprise (étude)

JANVIER 2025

- **ZD Net.fr – 15 janvier 2025** p. 28
Pour une IA responsable, 85% des utilisateurs professionnels disent oui à la... régulation
- **La revue digitale.com – 16 janvier 2025** p. 31
BNP Paribas : la gestion des hallucinations de l'IA générative est un très gros enjeu
- **Le Monde du Chiffre.fr – 17 janvier 2025** p. 34
Vers une IA Responsable : Opportunité ou défi pour les Entreprises ?
- **B Smart – 20 janvier 2025** p. 37
L'IA responsable, ça vous parle ?
- **Silicon.fr – 21 janvier 2025** p. 41
IA responsable : les salariés français entre espoir et inquiétude
- **Solutions numériques.com – 21 janvier 2025** p. 45
Comment les salariés perçoivent-ils le déploiement de l'IA dans leur entreprise ?
- **The Good.fr (+Newsletter) – 21 janvier 2025** p. 47
L'Observatoire de l'IA responsable publie ses premiers travaux
- **Republik IT.fr – 26 janvier 2025** p. 51
IA responsable : une exigence des collaborateurs
- **France Culture – 26 janvier 2025** p. 54
Émission : Soft Power
- **Edhec Actu.com – 29 janvier 2025** p. 56
Evaluation « 8 salariés sur 10 réclament une IA respectueuse de l'être humain »,
Christophe Liénard (Impact AI)

FÉVRIER - MARS 2025

- ***Hello Work Place.com – 10 février 2025*** **p. 60**
Émission : Soft Power
- ***Sud Radio – 16 février 2025*** **p. 63**
C'est ça la France ! – Chronique Thibaut Le frenchtrotteur
- ***Le Monde du Chiffre.fr – 4 mars 2025*** **p. 64**
L'économie de l'intelligence : quand l'humain et l'IA dessinent les futurs de l'entreprise



Marie Guillemot, présidente du directoire de KPMG en France, participera demain, avec **Damien Allo**, membre du comité exécutif en charge de l'Advisory de KPMG, à une présentation de l'observatoire de l'IA responsable réalisé en partenariat avec BNP Paribas, en présence de **Christophe Liénard**, président d'Impact AI et de **François Miquet-Marty**, président de Viavoice. Selon ce sondage, plus de six salariés sur dix se prononcent en faveur d'une IA responsable, respectant des principes éthiques et la protection des données.

EN CHIFFRES

Comment bâtir une IA « éthique et responsable » pour les salariés

Selon une étude diligentée par Impact AI, près de trois quarts des salariés français appellent de leurs vœux une IA « éthique et responsable » dans le cadre de leurs activités respectives. Signe que la défiance reste de mise envers cette technologie.

[Ajouter à mes articles](#)[Commenter](#)[Partager](#)[Facebook - Meta](#)[BNP Paribas](#)

74 % des salariés français plaident pour une régulation de l'IA dans la sphère professionnelle. (Shutterstock)

Par **Samir Hamdaji**

Publié le 14 janv. 2025 à 11:30

« Comment faisons-nous avant ? » L'intelligence artificielle (IA) s'est progressivement imposée dans toutes les strates de l'entreprise et s'est rapidement rendue incontournable depuis la mise en orbite du robot conversationnel ChatGPT le 30 novembre 2022.

Passé l'euphorie des débuts et le statut de « gadget » que pouvait représenter cette concrétisation « grand public » de l'intelligence artificielle générative, diverses questions ont commencé à émerger, notamment entre les partisans farouches de cette technologie et ses contempteurs.

Les Echos

« Ceux qui l'utilisent dans leur activité professionnelle adoptent généralement une posture beaucoup plus favorable envers cette technologie. Ils intègrent d'ailleurs davantage la notion d'IA responsable dans leur pratique quotidienne », explique Christophe Liénard, président d'Impact AI, à l'origine de l'« Observatoire de l'IA responsable », réalisé de concert avec ses partenaires BNP Paribas et KPMG. Et de poursuivre : « A l'inverse, ceux qui ne l'utilisent pas se montrent souvent plus sceptiques et moins convaincus de son intérêt. »

Une fois ce distinguo effectué, cela ne signifie pas pour autant que tous ceux qui ont vocation à incorporer une dose d'IA dans leur activité lui vouent une confiance aveugle, et ferment les yeux sur certaines de ses dérives. Bien au contraire. Ainsi, 74 % des salariés français plaident [pour une régulation de l'IA dans la sphère professionnelle](#). « L'un des enseignements principaux de notre observatoire est que 36 % des salariés interrogés considèrent la protection des données personnelles et sensibles comme le premier enjeu d'une IA responsable », souligne l'étude.

Une thématique qui devance d'autres préoccupations comme [le respect des droits fondamentaux](#) (27 %) et l'amélioration des droits humains (25 %). Pourtant, les questions relatives à la confidentialité et aux informations sensibles, à y regarder de plus près, sont depuis longtemps à l'ordre du jour des états-majors des entreprises.

« Acculturer » les collaborateurs

« Avec l'émergence de ces outils, nous avons dû intensifier nos efforts pour [sensibiliser les collaborateurs](#). Il était essentiel de leur expliquer les comportements à adopter, comme éviter de partager des données sensibles sur des IA ouvertes », complète Christophe Liénard. L'aspect pédagogique et la volonté de faire preuve de transparence sur ces sujets constituent une impérieuse nécessité aux yeux des salariés. « Le recours à des outils d'intelligence artificielle a considérablement remodelé certaines de nos tâches », concède Adèle, cheffe de projet en transformation digitale au sein d'un cabinet de conseil. « Toutefois, j'ai parfois l'impression que mon entreprise ou encore les clients - pourtant de grandes structures - avec lesquels je travaille n'ont pas encore pleinement intégré la plus-value de tels outils », poursuit la jeune femme.

Un point également mis en exergue par l'Observatoire. En effet, 63 % des salariés déclarent tout ignorer des démarches mises en oeuvre par leur entreprise pour se conformer aux exigences en matière d'IA responsable. Invités à situer, sur une échelle de 1 à 10, l'état d'avancement de sa mise en place dans leur entreprise, 50 % des salariés s'arrêtent à 4. Enfin, seuls 9 % d'entre eux déclarent avoir la possibilité de se référer à une charte éthique, un interlocuteur ou un comité dédié à l'IA.

Des résultats pour le moins mitigés. Doux euphémisme. « Il est essentiel d'intensifier les efforts de formation en interne, pour faciliter l'adoption de l'IA et rassurer les collaborateurs sur ses impacts », assure Christophe Liénard. Ce dernier, au-delà des discours, a pris conscience de l'importance du « packaging » alliant compréhension et mise en application dans le cadre de [la démocratisation de l'IA au travail](#).

Des formations dédiées

Pour ce faire, Impact AI a pris les devants en lançant, fin 2024, un kit de formation à l'intelligence artificielle générative, développé en partenariat avec des acteurs de pointe sur ces questions, tels que Simplon (entreprise sociale et solidaire spécialisée dans la formation au numérique, NDLR) et Meta, propriétaire des réseaux sociaux Facebook et Instagram.

« L'objectif est de former 30.000 personnes à la prise en main facile des outils d'intelligence artificielle générative », précise Christophe Liénard, qui insiste, une fois encore, sur l'importance du devoir de pédagogie au sein même des entreprises. Ces dernières ne doivent pas ménager leurs efforts en la matière. Reste maintenant à savoir si ces initiatives tous azimuts seront suffisantes pour transformer la défiance en confiance... Fût-elle mesurée.

[Comment bâtir une IA « éthique et responsable » pour les salariés | Les Echos](#)



COMMUNIQUÉ DE PRESSE | 14 JANVIER 2025

74 % des salariés en France souhaitent une régulation de l'IA

La première édition de l'Observatoire de l'IA responsable d'Impact AI analyse la façon dont les salariés perçoivent le déploiement de l'IA dans leur entreprise.

Impact AI, le think & do tank de l'IA responsable, dévoile aujourd'hui, en partenariat avec KPMG en France et BNP Paribas, la nouvelle édition de son Observatoire de l'IA Responsable, réalisé par Viavoice et le centre de prospective GCF sur un échantillon représentatif des salariés du secteur privé en France. L'objectif de cet Observatoire est d'analyser la façon dont ces salariés perçoivent le déploiement de l'IA dans leur entreprise, les opportunités et limites de cette technologie, leurs réactions face à l'enjeu de l'IA responsable⁽¹⁾ et ce qu'impliquerait sa mise en œuvre dans leurs tâches quotidiennes.

Méthodologie : étude d'opinion auprès d'un échantillon de 1000 salariés du secteur privé, issu d'un échantillon représentatif de la population salariée résidant en France métropolitaine, âgée de 18 ans et plus. Interviews réalisées en ligne du 15 au 25 novembre 2024. Représentativité de l'échantillon assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle, région, secteur et taille de l'entreprise).

Le rôle de l'IA dans le rayonnement d'un pays

À l'examen des résultats de l'Observatoire, un premier constat s'impose : le rôle de l'IA dans le développement et le rayonnement d'un pays est considéré comme important ou très important pour plus d'un salarié sur deux (52 %), mais valorisé encore davantage par ceux qui utilisent l'IA (74 %). À ce jeu, et sans surprise, ce sont les États-Unis qui sont considérés aujourd'hui comme le principal gagnant du développement de l'IA (pour 53 % des salariés qui utilisent l'IA) devant la Chine (42 %), la Corée du Sud (33 %), la France (30 %) et l'Union européenne (29 %), Israël (29 %).

Trouver le bon équilibre entre innovation, sécurité et responsabilité

Près de trois quarts des salariés jugent nécessaire de réguler le développement de l'IA, dont 37 % « tout à fait nécessaire », avec une proportion plus importante chez les utilisateurs de l'IA (85 % se prononcent en faveur d'une régulation). Pour autant, 36 % des salariés interrogés, quelle que soit la taille de l'entreprise et le secteur d'activité, estiment qu'il faut trouver un équilibre entre innovation, sécurité et responsabilité dans les projets IA des entreprises, 21 % estiment qu'il faut privilé-

gier le respect des principes éthiques, alors que seuls 10 % font de l'innovation une priorité. Quant à identifier quelle structure ou institution serait la plus à même d'exercer les fonctions de contrôle et de régulation, 30 % des salariés penchent plutôt pour une agence internationale que pour une régulation par l'État (25 %) ou par l'Europe (19 %). Pour autant, l'AI Act européen est jugé plutôt comme une « très bonne ou une bonne chose » par 57 % des salariés interrogés, cette proportion atteignant même 75 % chez les utilisateurs d'IA dans le cadre professionnel.

Quelles conséquences sur l'emploi ?

Les salariés identifient assez clairement les risques liés au déploiement de l'IA dans les entreprises. Ils placent au premier rang l'impact sur les emplois (41 %), devant les risques liés à la confidentialité des données (33 %), une dépendance excessive à l'IA (31 %), la non-conformité aux réglementations (24 %), le manque de transparence quant aux tâches réalisées par l'IA (23 %), l'amplification de stéréotypes liés à la présence de biais dans les algorithmes (17 %), les risques d'uniformisation du travail (17 %) et l'impact environnemental (11 %).

L'IA responsable, une nécessité éthique et un gage d'efficacité...

Face à une définition précise de l'IA responsable, 63 % des salariés interrogés jugent que le développement d'une telle IA est « souhaitable ou indispensable » (25 % l'estiment même indispensable), avec une conviction encore plus fortement ancrée chez les utilisateurs d'IA dans le cadre professionnel (83 %). À quels domaines doit s'appliquer en priorité la responsabilité de l'IA ? 36 % des salariés citent d'abord la protection des données personnelles et sensibles, devant le respect des droits fondamentaux (27 %), l'amélioration du bien-être humain (25 %), le respect de l'humain et de sa singularité (24 %), le respect des principes éthiques (22 %), la garantie de la transparence (21 %), le respect de la santé humaine (20 %), l'impact environnemen-

(1) La définition de l'IA responsable proposée aux salariés interrogés était libellée de cette façon : une intelligence artificielle responsable est conçue pour respecter des principes éthiques, garantir la transparence et minimiser les risques potentiels, y compris les biais dans ses algorithmes. Elle favorise l'inclusion sociale et la protection des données, tout en étant capable de choix explicables. De plus, elle vise à améliorer le bien-être humain sans causer de dommages sociaux, environnementaux ou de santé.



BNP PARIBAS

En route vers le
**SOMMET
POUR L'ACTION
SUR L'IA**

tal (17 %), l'explicabilité des choix (13 %), la réduction des biais dans les algorithmes (11 %), l'inclusion sociale (9 %). Derrière cette diversité des champs de responsabilité de l'IA, apparaît néanmoins une conviction, forte de près de 8 salariés sur 10, qu'une l'IA responsable doit s'attacher au respect de l'être humain, de sa santé, de son bien-être et de ses droits, quelle que soit la taille de l'entreprise, même si la question des droits fondamentaux est la plus sensible dans les entreprises de plus de 250 salariés, cités par 36 % des personnes interrogées contre une moyenne de 25 % dans les entreprises de taille inférieure. Pour autant, au-delà des valeurs qu'elle porte, l'IA responsable est considérée comme un facteur d'efficacité dans le travail (44 % des opinions), aide à prendre de meilleures décisions (39 %), tout en consommant moins de ressources (32 %) et en étant transparentes (31 %) et éthiques (30 %).

Une mise en œuvre encore inégale dans les entreprises, une acculturation à intensifier

Forts de leurs convictions, les salariés français jugent de façon très disparate la manière dont leurs entreprises s'emparent de ce concept d'IA responsable et le mettent en œuvre. 63% des salariés déclarent ignorer tout des démarches mises en œuvre

par leur entreprise pour se mettre en conformité en matière d'IA responsable. Invités à situer, sur une échelle de 1 à 10, sa mise en place dans leur entreprise, 50 % des salariés s'arrêtent à 4. Seuls, 9 % d'entre eux indiquent pouvoir se référer à une charte éthique et/ou à un interlocuteur ou un comité d'éthique concernant l'IA. C'est probablement la raison pour laquelle 44 % des salariés appellent de leurs vœux la mise en place d'une surveillance de l'IA, 42 % souhaitent que l'entreprise garantisse une utilisation de l'IA selon des principes éthiques.

Pour les salariés, les entreprises disposent néanmoins des atouts nécessaires pour réussir en leur sein une acculturation à l'IA responsable, à commencer par ses compétences internes en matière d'IA (28 % des salariés), la sensibilisation aux enjeux liés à l'IA et la politique de formation (22 %), la motivation au changement de la part des salariés (20 %), l'engagement de la direction (16 %), le montant des budgets alloués à l'IA responsable (14 %). Pour accélérer cette acculturation à l'IA responsable, les salariés suggèrent qu'un certain nombre de freins soient levés, comme le manque de compétences internes, cité par 30 % des salariés, la complexité technique de l'IA (26 %), les coûts élevés de sa mise en œuvre (24 %), la résistance au changement (22 %) ou le manque d'engagement de la direction.

« Les conclusions de cette première édition de l'Observatoire de l'IA responsable montrent la grande sensibilité des Français aux notions d'IA responsable et d'IA éthique et vont donc nourrir les grands travaux que le collectif entend mener en 2025, avec l'impulsion de l'AI Action Summit de février : autour du travail, de la santé, de l'environnement et pour toujours plus de formation et d'appropriation de toutes et tous des outils d'IA responsable. »

Christophe LIÉNARD, Président d'Impact AI



À PROPOS D' Impact AI

L'association Impact AI, est un collectif de réflexion et d'action constitué d'un écosystème d'acteurs divers, réunis pour favoriser l'adoption de l'IA responsable depuis 2018. Son objectif est de se positionner comme un acteur de référence sur l'utilisation responsable de l'IA en Europe. Impact AI compte aujourd'hui plus de 80 membres, grandes entreprises, ESN, sociétés de conseils, acteurs de l'intelligence artificielle, start ups et écoles. RDV sur impact-ai.fr

À PROPOS DE KPMG en France

Leader de l'Audit et du Conseil, KPMG réunit en France 11 000 professionnels engagés à agir pour une nouvelle prospérité, au service des entreprises de toute taille. 100 ans après sa création, KPMG devient en France entreprise à mission avec pour raison d'être d'œuvrer et d'innover avec passion pour bâtir la confiance, allier performance et responsabilité, faire grandir les talents au cœur de l'économie, des territoires et de la société. Fort de son modèle multidisciplinaire, KPMG combine les expertises sectorielles, ESG et numériques en s'appuyant sur son Centre d'Excellence d'ESG et ses 1 000 experts du digital en France pour accompagner les projets de croissance et de transformations de ses clients dans tout le territoire. KPMG apporte à ses clients la puissance d'un réseau mondial pluridisciplinaire dans 143 pays et se singularise par son maillage territorial en France. KPMG s'inscrit comme le leader d'une IA responsable et de confiance, créatrice de valeur et plaçant l'humain au cœur de la transformation de ses clients.

À PROPOS DE BNP Paribas

BNP Paribas est la première banque de l'Union européenne et un acteur bancaire international de premier plan. Elle est présente dans 63 pays et rassemble près de 183 000 collaborateurs, dont plus de 145 000 en Europe. Le Groupe détient des positions clés dans ses trois grands pôles opérationnels : Commercial, Personal Banking & Services pour l'ensemble des banques commerciales du Groupe et plusieurs métiers spécialisés parmi lesquels BNP Paribas Personal Finance ou encore Arval ; Investment & Protection Services pour les solutions d'épargne, d'investissement et de protection ; et Corporate & Institutional Banking, centré sur les clientèles Entreprises et Institutionnels. Fort d'un solide modèle diversifié et intégré, le Groupe accompagne l'ensemble de ses clients (particuliers, associations, entrepreneurs, PME, grandes entreprises et institutionnels) pour les aider à réaliser leurs projets en leur proposant des services de financement, d'investissement, d'épargne ou de protection. En Europe, BNP Paribas est composé de quatre marchés domestiques : la Belgique, la France, l'Italie et le Luxembourg. Le Groupe déploie également son modèle intégré de banque commerciale dans les pays du bassin méditerranéen, en Turquie et en Europe de l'Est. Acteur bancaire international de premier plan, le Groupe dispose de plateformes et de métiers leaders en Europe, d'une forte présence dans la zone Amériques, ainsi que d'un dispositif solide et en forte croissance en Asie-Pacifique. BNP Paribas met en œuvre dans l'ensemble de ses activités une démarche de Responsabilité Sociale et Environnementale lui permettant de contribuer à la construction d'un futur durable, tout en assurant la performance et la stabilité du Groupe.

Trois quarts des salariés français estiment qu'il est nécessaire de réguler l'IA (Impact AI)

Dépêche n° 724494

🕒 4 MIN DE LECTURE

Par [EVELYNE ORMAN](#)

Publiée le 14/01/2025 à 12h13

Dans les entreprises, le déploiement de l'intelligence artificielle pose question, tant pour son introduction dans les missions opérationnelles des salariés que pour la gestion et le recrutement des salariés. Au niveau européen, un AI Act a récemment été adopté, fixant de premières règles d'utilisation de cette nouvelle technologie. Selon l'Observatoire de l'IA responsable, dont les résultats sont présentés le 14 janvier 2025 par le think tank Impact AI, 74 % des salariés français disent souhaiter une régulation de l'IA et 63 % estiment que le développement d'IA responsables est nécessaire.



L'intelligence artificielle générative et prédictive est aujourd'hui utilisée dans les entreprises françaises | Pexels - ThisIsEngineering

Générative ou prédictive, l'IA a un impact croissant sur la vie des salariés en France et dans le monde. Pour analyser la façon dont ces salariés perçoivent le déploiement de cette nouvelle technologie dans leur entreprise, le think tank Impact AI, dévoile, le 14 janvier 2025, en partenariat avec KPMG en France et BNP Paribas, la nouvelle édition de son Observatoire de l'IA responsable ⁽¹⁾. L'objectif de cet Observatoire est "d'analyser la façon dont ces salariés perçoivent le déploiement de l'IA dans leurs entreprises, les opportunités et limites de cette technologie, leurs réactions face à l'enjeu de l'IA responsable et ce qu'impliquerait sa mise en œuvre dans leurs tâches quotidiennes", expliquent les auteurs de l'étude.



SEULS 9 % DES SALARIÉS PEUVENT SE RÉFÉRER À UNE CHARTE OU UN COMITÉ

Toute d'abord, selon l'étude menée, "le rôle de l'IA dans le développement et le rayonnement d'un pays est considéré comme important ou très important pour plus d'un salarié sur deux (52 %), mais valorisé encore davantage par ceux qui utilisent l'IA (74 %)". Sans surprise, ce sont les États-Unis qui sont considérés par les salariés français comme le principal gagnant du développement de l'IA (pour 53 % des salariés qui utilisent l'IA), devant la Chine (42 %), la Corée du Sud (33 %), la France (30 %), et l'Union européenne (29 %) et Israël (29 %).

Par ailleurs, invités à situer sur une échelle de 1 à 10 sa mise en place dans leur entreprise, 50 % des salariés s'arrêtent à 4. Seuls 9 % d'entre eux indiquent pouvoir se référer à une charte éthique et/ou un interlocuteur ou un comité d'éthique concernant l'IA.

RÉGULER L'IA ET LA RENDRE "RESPONSABLE"

S'ils sont enthousiastes quant au développement de l'IA, près de trois quarts des salariés (74 %) jugent toutefois nécessaire de réguler son déploiement, dont 37 % pensent que cela est "tout à fait nécessaire", avec une proportion plus importante chez les utilisateurs de l'IA (85 % se prononcent en faveur d'une régulation). Plus précisément, 36 % des salariés interrogés, quels que soient la taille de l'entreprise et le secteur d'activité, estiment qu'il faut trouver un équilibre entre innovation, sécurité et responsabilité dans les projets IA des entreprises, 21 % estiment qu'il faut privilégier le respect des principes éthiques, alors que seuls 10 % font de l'innovation une priorité.

Au global, 63 % des salariés estiment souhaitable ou indispensable le développement d'une IA responsable pour l'avenir. Une conviction encore plus fortement ancrée chez les utilisateurs d'IA dans le cadre professionnel (83 %).

PROTÉGER LES DONNÉES ET LES DROITS

Quant aux domaines dans lesquels doit s'appliquer cette responsabilité, 36 % des salariés citent d'abord la protection des données personnelles et sensibles, devant le respect des droits fondamentaux (27 %), l'amélioration du bien-être humain (25 %), le respect de l'humain et de sa singularité (24 %), le respect des principes éthiques (22 %), la garantie de la transparence (21 %), le respect de la santé humaine (20 %) ou encore l'impact environnemental (17 %).

Pour contrôler ou réguler l'IA, 30 % des salariés penchent plutôt pour une agence internationale que pour une régulation par l'État (25 %) ou par l'Europe (19 %). L'AI Act européen ([lire sur AEF info](#)) est toutefois jugé plutôt comme une "très bonne ou une bonne chose" par 57 % des salariés interrogés, cette proportion atteignant même 75 % chez les utilisateurs d'IA dans le cadre professionnel.

EMPLOI, TRANSPARENCE ET DISCRIMINATIONS EN QUESTION



Les salariés identifient assez clairement les risques liés au déploiement de l'IA dans les entreprises. Ils placent au premier rang l'impact sur les emplois (41 %), devant les risques liés à la confidentialité des données (33 %), une dépendance excessive à l'IA (31 %), la non-conformité aux réglementations (24 %), le manque de transparence quant aux tâches réalisées par l'IA (23 %), l'amplification de stéréotypes liés à la présence de biais dans les algorithmes (17 %), les risques d'uniformisation du travail (17 %) et l'impact environnemental (11 %).



L'IA RESPONSABLE, UNE TECHNOLOGIE QUI DOIT ÊTRE ÉTHIQUE

Au global pour les salariés, l'IA responsable doit en tout cas s'attacher au respect de l'être humain, de sa santé, de son bien-être et de ses droits, quelle que soit la taille de l'entreprise, même si la question des droits fondamentaux est la plus sensible dans les entreprises de plus de 250 salariés, cités par 36 % des personnes interrogées, contre une moyenne de 25 % dans les entreprises de taille inférieure.

Sur les valeurs qu'elle doit enfin porter, l'IA responsable se doit d'être un facteur d'efficacité dans le travail (44 % des opinions), aider à prendre de meilleures décisions (39 %), tout en consommant moins de ressources (32 %), en étant transparente (31 %) et éthique (30 %).

(1) Les auteurs de l'étude définissent une IA responsable comme une intelligence artificielle conçue pour respecter des principes éthiques, garantir la transparence et minimiser les risques, y compris les biais dans ses algorithmes. Elle favorise l'inclusion sociale et la protection des données, tout en étant capable de choix explicables. De plus, elle vise à améliorer le bien-être humain sans causer de dommages sociaux, environnementaux ou de santé.

L'étude a été menée par Viavoice auprès d'un échantillon de 1 000 salariés du secteur privé, issu d'un échantillon représentatif de la population salariée résidant en France métropolitaine, âgée de 18 ans et plus. Les interviews ont été réalisées en ligne du 15 au 25 novembre 2024.

DIVERSITÉ-DISCRIMINATIONS-ÉGALITÉ | EMPLOI | GESTION DES RH | NUMÉRIQUE | SANTÉ ET SÉCURITÉ



CONTACTER LE JOURNALISTE



SUIVRE CE SUJET



@AEFSOCIAL_RH

[Trois quarts des salariés français estiment qu'il est nécessaire de...](#)

FRANCE CULTURE
LES MATINS – Le 15/01/2025 – 08:47:19

JOURNALISTE

L'intelligence artificielle dans le monde du travail, c'est l'objet d'une toute première étude d'opinion Viavoice pour le think tank français Impact AI, un réseau d'entreprises qui cherche à savoir comment cette intelligence artificielle, qui inonde notamment les réseaux d'information, est perçue par les salariés. Selon cette enquête, les trois quarts des salariés du privé, qui sont assez peu informés pour la plupart, demandent par ailleurs que se développe une IA éthique et responsable. Décryptage de Diane BERGER.

DIANE BERGER

Une proportion qui augmente d'ailleurs chez les salariés qui utilisent déjà l'intelligence artificielle, souligne Christophe LIENARD, il est le président d'Impact AI, réseau qui prône le développement d'une IA qui serait éthique et responsable.

CHRISTOPHE LIENARD, PRÉSIDENT IMPACT AI

On voit que 85 % des utilisateurs de l'IA se prononcent en faveur d'une régulation, ça, c'est quand même un élément intéressant. Les gens ne sont pas opposés à une régulation, au contraire, voient la régulation comme étant un facteur de développement. Il n'y a pas d'antinomie entre le déploiement des IA et l'aspect éthique des IA.

DIANE BERGER

Mais justement, concernant la manière de réguler, l'avis des répondants devient plus flou. Il faut aussi noter que beaucoup ne maîtrisent pas le sujet, 17 % d'entre eux ne savent pas quels critères prioriser pour créer une IA responsable, 21 % ne savent pas les risques que représente l'IA pour leur travail. Une large partie des salariés ignore également ce qui est mis en place dans leurs propres entreprises. Albane LIGER-BELAIR, en charge de l'Innovation au sein du Cabinet KPMG, partenaire de l'étude.

ALBANE LIGER-BELAIR, EN CHARGE INNOVATION CABINET KPMG

Ces chiffres-là sont peut-être le reflet d'un manque de communication et d'un manque d'information. Mais aussi le fait qu'on a affaire là à des sujets qui sont notamment nouveaux. On est un peu encore dans un mode où on va tester, à petite échelle, un certain nombre de sujets. Et là, il s'agit maintenant d'aller vraiment vers un cadre qui soit beaucoup plus collectif. Donc, c'est quand même un chantier qui est extrêmement ambitieux pour les entreprises.

DIANE BERGER

Un chantier ambitieux, car, pour l'instant, l'intelligence artificielle paraît surtout être une source d'inquiétudes, 41 % des personnes interrogées redoutent un impact sur leur emploi. 08:49:23 FIN>

Le concept d'"IA responsable" séduit les salariés du privé, selon un baromètre du collectif Impact AI

Le concept d'"IA responsable" séduit les salariés du privé, selon un baromètre du collectif Impact AI

Dans son nouvel "Observatoire de l'IA responsable", l'association Impact AI, qui compte parmi ses membres des grandes entreprises, acteurs de l'intelligence artificielle, ou start-up - analyse la façon dont les salariés perçoivent le déploiement de cette technologie dans leur entreprise.

Sans surprise, les craintes autour de la puissance de cet outil se retrouvent représentées dans ce baromètre, réalisé en partenariat avec KPMG France et BNP Paribas auprès de 1000 employés du privé. Près de trois quarts des salariés jugent nécessaire de réguler le développement de l'IA, dont 37 % "tout à fait nécessaire", avec une proportion plus importante chez ceux qui l'utilisent de manière professionnelle (85 %). Sans pour autant la condamner : 36 % des salariés interrogés, quelle que soit la taille de l'entreprise et le secteur d'activité, estiment qu'il faut trouver un équilibre entre innovation, sécurité et responsabilité dans les projets "IA" des entreprises. Les sondés sont 21 % à considérer qu'il faut privilégier le respect des principes éthiques. A l'inverse, seuls 10 % font de l'innovation une prio-

rité.

Pour ceux en faveur du contrôle et de la régulation, le choix se porte sur une agence internationale (30 %) plutôt que sur une régulation par l'Etat (25 %). L'Europe n'arrive qu'en troisième place (19 %), même si le récent AI Act est jugé comme une "très bonne ou une bonne chose" par 57 % des salariés interrogés. Chez les utilisateurs professionnels, la proportion atteint les 75 %. Quels sont alors les principaux points d'attention pour ces employés ? Les sondés placent au premier rang l'impact sur les emplois (41 %), devant les risques liés à la confidentialité des données (33 %), une dépendance excessive à l'IA (31 %) et la non-conformité aux réglementations (24 %). L'impact environnemental arrive en dernier (11 %), précédé par l'amplification de stéréotypes liés à la présence de biais dans les algorithmes (17 %).

Logiquement, les salariés interrogés sont donc en faveur d'une IA responsable : 63 % d'entre eux jugent que le développement d'une telle IA est "souhaitable ou indispensable", mettant en priorité la question de la protection des données personnelles et sensibles (36 %), le respect des droits fondamentaux (27 %) et l'amélioration du bien-être humain (25 %), venant après. "Pour autant, au-delà des va-

leurs qu'elle porte, l'IA responsable est considérée comme un facteur d'efficacité dans le travail (44 % des opinions), aide à prendre de meilleures décisions (39 %), tout en consommant moins de ressources (32 %) et en étant transparentes (31 %) et éthiques (30 %)", détaille Impact AI. Cela conforte l'idée que "performance et éthique sont conciliables", se réjouit M. Christophe LIENARD, directeur de l'innovation chez Bouygues et président de ce collectif qui entend démocratiser le concept d'"IA responsable".

Mais l'"acculturation" de ce concept semble être un angle mort dans les entreprises. Selon le collectif, les salariés français jugent de façon "très disparate" la manière dont leur direction s'empare de l'idée d'IA responsable. Ainsi, 63 % des salariés déclarent tout ignorer des démarches mises en œuvre par leur entreprise. Seuls 9 % d'entre eux indiquent "pouvoir se référer à une charte éthique et/ou à un interlocuteur ou un comité d'éthique" à ce sujet. Pour accélérer ce processus dans le bon sens, les salariés suggèrent à leurs dirigeants de lever un certain nombre de freins, à savoir le manque de compétences internes (30 %), la complexité technique de l'IA (26 %), les coûts élevés de sa mise en œuvre (24 %), ou la ré-

sistance au changement (22 %). La directrice de l'innovation de KPMG France, Mme Albane LIGER-BELAIRE,	estime pour sa part qu'"il y a urgence à mettre en place des actions structurantes" pour aller "au-delà des initiatives iso-	lées". ■
--	--	-------------



74 % des salariés en France souhaitent une régulation de l'IA



La première édition de l'Observatoire de l'IA responsable d'Impact AI analyse la façon dont les salariés perçoivent le déploiement de l'IA dans leur entreprise.

Impact AI, le think & do tank de l'IA responsable, a dévoilé le 14 janvier 2025, en partenariat avec KPMG en France et BNP Paribas, la nouvelle édition de son Observatoire de l'IA Responsable, réalisé par Viavoice et le centre de prospective GCF sur un échantillon représentatif des salariés du secteur privé en France. L'objectif de cet Observatoire est d'analyser la façon dont ces salariés perçoivent le déploiement de l'IA dans leur entreprise, les opportunités et limites de cette technologie, leurs réactions face à l'enjeu de l'IA responsable(1) et ce qu'impliquerait sa mise en oeuvre dans leurs tâches quotidiennes.

Le rôle de l'IA dans le rayonnement d'un pays

À l'examen des résultats de l'Observatoire, un premier constat s'impose : le rôle de l'IA dans le développement et le rayonnement d'un pays est considéré comme important ou très important pour plus d'un salarié sur deux (52 %), mais valorisé encore davantage par ceux qui utilisent l'IA (74 %). À ce jeu, et sans surprise, ce sont les États-Unis qui sont considérés aujourd'hui comme le principal gagnant du développement de l'IA (pour 53 % des salariés qui utilisent l'IA) devant la Chine (42 %), la Corée du Sud (33 %), la France (30 %) et l'Union européenne (29 %), Israël (29 %).

Trouver le bon équilibre entre innovation, sécurité et responsabilité

Près de trois quarts des salariés jugent nécessaire de réguler le développement de l'IA, dont 37 % « tout à fait nécessaire », avec une proportion plus importante chez les utilisateurs de l'IA (85 % se prononcent en faveur d'une régulation). Pour autant, 36 % des salariés interrogés, quelle que soit la taille de l'entreprise et le secteur d'activité, estiment qu'il faut trouver un équilibre entre innovation, sécurité et responsabilité dans les projets IA des entreprises, 21 % estiment qu'il faut privilégier le respect des principes éthiques, alors que seuls 10 % font de l'innovation une priorité. Quant à identifier quelle structure ou institution serait la plus à même d'exercer les fonctions de contrôle et de régulation, 30 % des salariés penchent plutôt pour une agence internationale que pour une régulation par l'État (25 %) ou par l'Europe (19 %). Pour autant, l'AI Act européen est jugé plutôt comme une « très bonne ou une bonne chose » par 57 % des salariés interrogés, cette proportion atteignant même 75 % chez les utilisateurs d'IA dans le cadre professionnel.

Quelles conséquences sur l'emploi ?

Les salariés identifient assez clairement les risques liés au déploiement de l'IA dans les entreprises. Ils placent au premier rang l'impact sur les emplois (41 %), devant les risques liés à la confidentialité des données (33 %), une dépendance excessive à l'IA (31 %), la non-conformité aux réglementations (24 %), le manque de transparence quant aux tâches réalisées par l'IA (23 %), l'amplification de stéréotypes liés à la présence de biais dans les algorithmes (17 %), les risques d'uniformisation du travail (17 %) et l'impact environnemental (11 %).



L'IA responsable, une nécessité éthique et un gage d'efficacité...

Face à une définition précise de l'IA responsable, 63 % des salariés interrogés jugent que le développement d'une telle IA est « souhaitable ou indispensable » (25 % l'estiment même indispensable), avec une conviction encore plus fortement ancrée chez les utilisateurs d'IA dans le cadre professionnel (83 %).

À quels domaines doit s'appliquer en priorité la responsabilité de l'IA ? 36 % des salariés citent d'abord la protection des données personnelles et sensibles, devant le respect des droits fondamentaux (27 %), l'amélioration du bien-être humain (25 %), le respect de l'humain et de sa singularité (24 %), le respect des principes éthiques (22 %), la garantie de la transparence (21 %), le respect de la santé humaine (20 %), l'impact environnemental (17 %), l'explicabilité des choix (13 %), la réduction des biais dans les algorithmes (11 %), l'inclusion sociale (9 %). Derrière cette diversité des champs de responsabilité de l'IA, apparaît néanmoins une conviction, forte de près de 8 salariés sur 10, qu'une l'IA responsable doit s'attacher au respect de l'être humain, de sa santé, de son bien-être et de ses droits, quelle que soit la taille de l'entreprise, même si la question des droits fondamentaux est la plus sensible dans les entreprises de plus de 250 salariés, cités par 36 % des personnes interrogées contre une moyenne de 25 % dans les entreprises de taille inférieure. Pour autant, au-delà des valeurs qu'elle porte, l'IA responsable est considérée comme un facteur d'efficacité dans le travail (44 % des opinions), aide à prendre de meilleures décisions (39 %), tout en consommant moins de ressources (32 %) et en étant transparentes (31 %) et éthiques (30 %).

Une mise en oeuvre encore inégale dans les entreprises, une acculturation à intensifier

Forts de leurs convictions, les salariés français jugent de façon très disparate la manière dont leurs entreprises s'emparent de ce concept d'IA responsable et le mettent en œuvre. 63% des salariés déclarent ignorer tout des démarches mises en œuvre par leur entreprise pour se mettre en conformité en matière d'IA responsable. Invités à situer, sur une échelle de 1 à 10, sa mise en place dans leur entreprise, 50 % des salariés s'arrêtent à 4. Seuls, 9 % d'entre eux indiquent pouvoir se référer à une charte éthique et/ou à un interlocuteur ou un comité d'éthique concernant l'IA. C'est probablement la raison pour laquelle 44 % des salariés appellent de leurs vœux la mise en place d'une surveillance de l'IA, 42 % souhaitent que l'entreprise garantisse une utilisation de l'IA selon des principes éthiques.

Pour les salariés, les entreprises disposent néanmoins des atouts nécessaires pour réussir en leur sein une acculturation à l'IA responsable, à commencer par ses compétences internes en matière d'IA (28 % des salariés), la sensibilisation aux enjeux liés à l'IA et la politique de formation (22 %), la motivation au changement de la part des salariés (20 %), l'engagement de la direction (16 %), le montant des budgets alloués à l'IA responsable (14 %). Pour accélérer cette acculturation à l'IA responsable, les salariés suggèrent qu'un certain nombre de freins soient levés, comme le manque de compétences internes, cité par 30 % des salariés, la complexité technique de l'IA (26 %), les coûts élevés de sa mise en œuvre (24 %), la résistance au changement (22 %) ou le manque d'engagement de la direction.

« Les conclusions de cette première édition de l'Observatoire de l'IA responsable montrent la grande sensibilité des Français aux notions d'IA responsable et d'IA éthique et vont donc nourrir les grands travaux que le collectif entend mener en 2025, avec l'impulsion de l'AI Action Summit de février : autour du travail, de la santé, de l'environnement et pour toujours plus de formation et d'appropriation de toutes et tous des outils d'IA responsable. », conclut **Christophe Liénard**, Président de Impact AI.

Méthodologie

Étude d'opinion auprès d'un échantillon de 1 000 salariés du secteur privé, issu d'un échantillon représentatif de la population salariée résidant en France métropolitaine, âgée de 18 ans et plus. Interviews réalisées en ligne du 15 au 25 novembre 2024. Représentativité de l'échantillon assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle, région, secteur et taille de l'entreprise).



À propos d'Impact AI

L'association Impact AI, est un collectif de réflexion et d'action constitué d'un écosystème d'acteurs divers, réunis pour favoriser l'adoption de l'IA responsable depuis 2018. Son objectif est de se positionner comme un acteur de référence sur l'utilisation responsable de l'IA en Europe. Impact AI compte aujourd'hui plus de 80 membres, grandes entreprises, ESN, sociétés de conseils, acteurs de l'intelligence artificielle, start ups et écoles.

Baromètre Impact AI : près de trois quarts des salariés français jugent nécessaire de réguler le développement de l'IA



EN PARTENARIAT AVEC



BNP PARIBAS

En route vers le

SOMMET
pour
l'ACTION
sur
l'IA

Le 15 janvier 2025, par Pierre-yves Gerlat.

Le collectif Impact AI, en collaboration avec le cabinet d'audit et de conseil KPMG et BNP Paribas, a publié hier la première édition de son "Observatoire de l'IA responsable". Ce rapport, réalisé avec l'institut de sondage Viavoice et le centre de prospective GCF, analyse les perceptions des salariés du secteur privé en France quant au déploiement de l'IA dans leur entreprise.

L'IA : un atout stratégique

Plus de la moitié des salariés français (52 %) considère que l'IA joue un rôle crucial dans le développement et le rayonnement d'un pays, une proportion qui grimpe à 74 % parmi les utilisateurs réguliers de ces technologies. Pour ces derniers, les grands gagnants du développement de l'IA sont les Etats-Unis (53 %), devant la Chine (42 %), la Corée du Sud (33 %), la France (30 %) l'UE (29 %) et Israël (29 %).

La régulation de l'IA, essentielle pour concilier innovation et éthique

Près de 75 % des salariés jugent nécessaire de réguler le développement de l'IA, 37 % « tout à fait nécessaire », 85 % des utilisateurs de l'IA sont également en faveur d'une régulation.

Les salariés expriment une préférence pour une régulation exercée par une agence internationale (30 %), 25 % penchent pour une régulation de l'état et pour 19 %, elle devrait être assumée par l'Europe. Cependant, l'AI Act suscite un accueil favorable : 57 % des salariés le considèrent comme une avancée positive, un chiffre qui atteint 75 % chez les utilisateurs d'IA.

Concernant les projets IA des entreprises, seule une minorité (10 %) place l'innovation au sommet des priorités, 36% des salariés interrogés, quelle que soit la taille de l'entreprise et le secteur d'activité, prônant un équilibre entre innovation, responsabilité et sécurité et 21 % estimant qu'il faut privilégier le respect des principes éthiques.

L'impact sur l'emploi : une préoccupation persistante

Parmi les risques identifiés, l'impact sur l'emploi arrive en tête (41 %), suivi des inquiétudes relatives à la confidentialité des données (33 %) et à une dépendance excessive à l'IA (31 %). Les salariés citent ensuite la non-conformité aux réglementations (24 %), le manque de transparence quant aux tâches réalisées par l'IA (23 %), l'amplification de stéréotypes liés à la présence de biais dans les algorithmes (17 %), les risques d'uniformisation du travail (17 %) et l'impact environnemental (11 %).

L'IA responsable : un atout éthique et un levier d'efficacité

La définition de l'IA responsable proposée aux salariés interrogés était la suivante : *“une intelligence artificielle responsable est conçue pour respecter des principes éthiques, garantir la transparence et minimiser les risques potentiels, y compris les biais dans ses algorithmes. Elle favorise l'inclusion sociale et la protection des données, tout en étant capable de choix explicables. De plus, elle vise à améliorer le bien-être humain sans causer de dommages sociaux, environnementaux ou de santé”*.

Pour 63 % des salariés et 83 % des utilisateurs d'IA dans le cadre professionnel, le développement d'une telle IA est essentielle ou indispensable. Pour près de 8 salariés sur 10 une IA responsable doit s'attacher au respect de l'être humain, de sa santé, de son bien-être et de ses droits. Interrogés sur les domaines où la responsabilité de l'IA devait être appliquée en priorité, les sondés citent :

- la protection des données personnelles et sensibles (36 %) ;
- le respect des droits fondamentaux (27 %) ;
- l'amélioration du bien-être humain (25 %) ;
- le respect de l'humain et de sa singularité (24 %) ;
- le respect des principes éthiques (22 %) ;
- la garantie de la transparence (21 %) ;
- le respect de la santé humaine (20 %) ;
- l'impact environnemental (17 %) ;
- l'explicabilité des choix (13 %) ;
- la réduction des biais dans les algorithmes (11 %) ;
- l'inclusion sociale (9 %).

L'IA responsable n'est pas seulement perçue comme une nécessité éthique. Pour 44 % des salariés, elle améliore l'efficacité, favorise une prise de décision optimisée (39 %) et réduit la consommation de ressources (32 %).

Une acculturation encore trop faible

Malgré l'importance accordée à l'IA responsable, 63 % des salariés ignorent les initiatives menées par leurs entreprises dans ce domaine. Seulement 9 % peuvent se référer à une charte éthique ou un interlocuteur spécialisé.

Pour accélérer cette acculturation à l'IA responsable, les salariés suggèrent qu'un certain nombre de freins soient levés, comme le manque de compétences internes, cité par 30 % des salariés, la complexité technique de l'IA (26 %), les coûts élevés de sa mise en œuvre (24 %), la résistance au changement (22 %) ou le manque d'engagement de la direction.

Christophe LIÉNARD, Président d'Impact AI, commente :

“Les conclusions de cette première édition de l’Observatoire de l’IA responsable montrent la grande sensibilité des Français aux notions d’IA responsable et d’IA éthique et vont donc nourrir les grands travaux que le collectif entend mener en 2025, avec l’impulsion de l’AI Action Summit de février : autour du travail, de la santé, de l’environnement et pour toujours plus de formation et d’appropriation de toutes et tous des outils d’IA responsable”.

L'acculturation, le talon d'Achille des stratégies IA en entreprise (étude)

Alors que l'intelligence artificielle est vouée à infuser l'ensemble des activités humaines, l'observatoire de l'IA responsable d'Impact AI met en évidence un manque criant d'acculturation des salariés français. Et une différence de perception notable entre les personnes sensibilisées à l'IA et celles qui ne le sont pas.



par Gaétan Raoul, LeMagIT

Publié le: 15 janv. 2025

Fort de ses 80 membres (éditeurs, ESN, entreprises), [le collectif Impact AI](#) s'est donné comme mission de favoriser [l'adoption de l'IA responsable](#). En fin d'année dernière, il a mandaté ViaVoice et le centre de prospective GCF pour interroger 1000 salariés français. Leurs réponses ont été sélectionnées selon la méthode des quotas. L'objectif ? Mesurer la perception du déploiement de l'IA en entreprise.

Un désir d'IA responsable

Selon cet « observatoire de l'IA responsable », 74 % des salariés jugent nécessaire de réguler le développement de l'IA, dont 37 % qui considèrent cette régulation comme tout à fait nécessaire. Au total, 85 % des personnes interrogées se prononcent en faveur de la régulation.

En réponse à la question « quels risques liés à l'IA identifiez-vous prioritairement dans votre entreprise ? », les employés font part de craintes connues. L'impact sur l'emploi (41 %), sur la confidentialité de données (33 %), et la dépendance excessive à l'IA dans les tâches réalisées au travail (31 %) sont les phénomènes les plus redoutés.

La conformité aux réglementations (24 %) et le manque de transparence de l'IA (23 %) suivent.

De manière intéressante, l'observatoire se penche sur la perception des utilisateurs d'IA et des populations sensibilisées à cette technologie dans le cadre professionnel. Ceux-là identifient les mêmes risques, dans le même ordre et de manière amplifiée.

À ceci près que ces personnes sensibilisées soulignent davantage le risque de dépendance à l'IA (31 % au global, 36 % chez les utilisateurs, 39 % chez les personnes formées), l'amplification des stéréotypes liée à la présence de biais algorithmiques (17 % vs 24 % vs 25 %) et l'uniformisation du travail produit (17 % vs 24 % vs 21 %). L'impact environnemental est le bon dernier de cette liste (11 % vs 15 % vs 17 %).

Notons que 21 % des sondés ne savent pas répondre à la question. Tout comme 23 % des sondés ne répondent pas à la demande précédente concernant l'approche de la gestion des risques en entreprise. Environ 36 % des sondés estiment qu'il faut trouver un équilibre entre innovation, sécurité et responsabilité dans la conduite des projets d'IA en entreprise. Ils sont 21 % à penser qu'il faut privilégier le respect des principes éthiques, quand 10 % mettent l'accent sur l'innovation et les 10 % restant souhaitent une mesure d'impact.

En conséquence, après avoir pris connaissance d'une définition de l'IA responsable, 63 % des salariés interrogés jugent son développement souhaitable (38 %) ou indispensable (25 %). Et c'est d'autant plus vrai dans les catégories de populations sensibilisées (77 %) et utilisatrices de l'IA (83 %).

Protection des données personnelles (36 %), respect des droits fondamentaux (27 %), amélioration du bien-être (25 %), respect de l'humain (24 %), des principes éthiques (22 %), garantie de la transparence (21 %) et de la santé (20 %) sont les critères les plus plébiscités de l'IA responsable. Mais, là encore, 17 % des sondés ne préfèrent pas répondre.

Pour les salariés, les IA responsables doivent rendre le travail plus efficace (44 %), aider à prendre de meilleures décisions (39 %), consommer moins de ressources (32 %), être transparentes (31 %) et éthiques (30 %). Ici, 15 % des sondés « ne savent pas » et 19 % estiment avoir aucune raison pour utiliser ces solutions.

Un manque d'acculturation cruellement perceptible

Entre les défiants, les prudents et les enthousiastes, les salariés interrogés donnent une moyenne de 4,1 sur 10 à la mise en place de l'IA responsable dans leur entreprise. Une moyenne qui grimpe à 5,6 sur 10 chez les employés formés et utilisateurs.

Globalement, seuls 9 % des employés déclarent qu'il existe une charte éthique dans leur entreprise, 30 % ne savent pas et 61 % répondent « non ». Les usagers de l'IA sont 25 % à déclarer avoir pris connaissance de cette charte et 28 % des personnes sensibilisées notent son existence.

De même, 63 % des sondés n'ont pas conscience des démarches mises en œuvre par leur employeur en matière d'IA responsable. « Ce chiffre révèle un manque de communication et d'appropriation des initiatives existantes, ainsi qu'un déficit de connaissances sur le sujet », déclare Émilien Gondet, consultant senior, directeur des prévisions et de l'innovation chez le groupe les Temps nouveaux (GCF).

Là encore, plus de 50 % de la minorité d'usagers et de personnes formées ont une connaissance précise ou partielle de ces plans.

Ces démarches sont relatives à la gestion des risques (60 %), à la mise en place de programmes pour informer les salariés (55 %), et à l'évaluation des impacts éthiques des systèmes d'IA (48 %). Dans une moindre mesure à la création d'une gouvernance dédiée à l'IA (38 %).

Quand ces salariés au fait des pratiques d'IA de leur entreprise sont partagés sur le fait que l'IA responsable améliorera les relations client (38 %) ou les complexifiera (23-25 %), 31 % de l'ensemble des personnes interrogées estiment que la mise en place de l'IA responsable n'aura aucun impact sur les clients. Là encore, 33 % du panel ne se prononce pas.

Tous ces éléments mettent en évidence un manque d'information : 49 % des salariés ne connaissent pas les principaux atouts de leur entreprise pour l'acculturation à l'IA responsable. Ce ne sont pas moins de 70 % des personnes interrogées qui disent n'avoir jamais été sensibilisé au cours de leur vie professionnelle. Les personnes ayant bénéficié d'un premier niveau d'information représentent 28 % de l'ensemble du panel.

**« [Cette étude]
révèle un manque
de communication
et d'appropriation
des initiatives
existantes, ainsi
qu'un déficit de
connaissances sur
le sujet ».**

Émilien Gondet

Consultant senior, directeur des prévisions et de l'innovation, groupe les Temps nouveaux (GCF).

« Ce manque d'information explique pourquoi les salariés privilégient certaines actions : 44 % d'entre eux souhaitent la mise en place d'un dispositif de surveillance de l'IA, ainsi que des garanties sur l'utilisation de l'IA selon des principes éthiques », note Émilien Gondet.

Pourtant, la moitié des sondés disent avoir déjà utilisé l'IA, dont 31 % dans un cadre professionnel. Un taux d'usage « pro » qui grimpe respectivement à 42 % chez les moins de 35 ans, 47 % chez les CSP+, à 41 % chez les salariés du secteur des services et qui est de 35 % dans les entreprises de plus de 250 salariés.

Un « devoir » d'information

Il y a pourtant de l'espoir. « L'étude souligne que la mise en place de parcours d'information (et de formations) a eu un impact positif sur la compréhension et l'appropriation par les salariés des enjeux liés à une IA responsable, au-delà du développement de procédures visant à gérer les risques », note Émilien Gondet.

Et à KPMG, partenaire de l'observatoire, d'en illustrer les effets. « Chez KPMG, nous avons mis en place un programme d'acculturation qui a permis à 1 200 collaborateurs et à 160 de nos dirigeants associés l'appropriation concrète de cette technologie », témoigne Albane Liger-Belair, associé en charge de l'innovation KPMG en France et membre du CA Impact AI. « Nous sommes passés d'une [appréhension forte à un enthousiasme](#), certes qu'il faut parfois modérer, mais il est clair que plus l'on s'approprie ces technologies, mieux l'on en saisit le potentiel qu'elles peuvent offrir ».

Une approche partagée par l'autre partenaire de l'étude, BNP Paribas. Le groupe bancaire a organisé sa septième « AI Summer School ». En 2024, ce sont 4000 collaborateurs de tout horizon qui ont participé à l'événement interne. Précisons que le groupe compte 3 000 « spécialistes de la data et de l'IA », dont 700 data scientists et business analysts.

« L'acculturation, et [évidemment la formation](#), sont des enjeux forts », réagit Hélène Chinal, directrice de la transformation Europe du Sud et Central chez Capgemini. « Chez nous, c'est impossible que nos salariés ne soient pas au fait de ce que nous faisons », avance-t-elle. « Nous avons [des modules obligatoires de formation](#) pour 100 % des salariés qui se terminent par la prise de connaissances de la charte éthique [de l'IA] », poursuit-elle. « Si vous n'avez pas suivi ces modules, c'est le CEO du groupe qui vous rappelle que vous devez les suivre. Je pense qu'il y a un devoir de toutes les entreprises de transmettre un minimum d'informations auprès de l'ensemble des salariés, car l'IA fait désormais partie de leur vie ».

Reste à savoir comment les entreprises qui ont pris plus de retard ou qui n'ont pas les moyens de ces grands groupes peuvent se mettre à niveau.

« Je pense qu'il y a un devoir de toutes les entreprises de transmettre un minimum d'informations auprès de l'ensemble des salariés, car l'IA fait désormais partie de leur vie ».

Hélène Chinal

Directrice de la transformation Europe du Sud et Central, Capgemini



Pour une IA responsable, 85% des utilisateurs professionnels disent oui à la... régulation

La réglementation un frein à l'innovation et aux usages ? L'Observatoire de l'IA responsable du collectif Impact AI contredit cette assertion. Les utilisateurs de l'IA sont plus enclins (85%) à se prononcer en faveur de la régulation. Mais pas sans un équilibre néanmoins.

PAR CHRISTOPHE AUFFRAY
Publié le 15/01/2025 à 15:47

🕒 2 min | 💬 ➦



© PhonlamaiPhoto/Getty Images



Aux États-Unis, Elon Musk entend incarner aux côtés du président Trump **la dérégulation** - après que le milliardaire ait **plaidé pour un ralentissement** des développements en intelligence artificielle. Revenu dans la course, l'homme d'affaires a révisé son discours.

En Europe, la réglementation de l'IA est déjà une réalité au travers de **l'AI Act**. Ces règles sont-elles essentielles pour le développement d'une IA responsable ? La première édition de **l'Observatoire de l'IA responsable** d'Impact AI donne la parole aux salariés sur cette question.

Équilibre entre innovation, sécurité et responsabilité

Le collectif, qui réunit plus de 80 membres dont le groupe Bouygues et Crédit Agricole, a mené une étude auprès de 1000 salariés du privé (en partenariat avec KPMG et BNP Paribas). Si les entrepreneurs **tendent à se crispier** sur le sujet de la régulation, les collaborateurs se montrent eux plus favorables.

En effet, ils sont près de trois quarts des sondés à juger nécessaire de réguler le développement de l'IA (dont 37% tout à fait nécessaire). Les utilisateurs de ces technologies ne semblent pas y voir un obstacle à leurs usages.

Au contraire. 85% de cet échantillon se prononcent en faveur d'une régulation. Mais attention, comme pour la chasse, il existe une bonne et une moins bonne régulation. 36% des salariés plaident pour un équilibre entre innovation, sécurité et responsabilité dans les projets IA des entreprises.



L'Europe disqualifiée comme régulateur ?

L'éthique l'emporte néanmoins sur la quête absolue de l'innovation. Ainsi, 21% estiment qu'il faut privilégier le respect des principes éthiques, alors que seuls 10% font de l'innovation une priorité. Mais qui peut réguler ?

Pour 30% des salariés, il est préférable de confier cette responsabilité à une agence internationale plutôt qu'à un État (25%) ou à l'Europe (19%). Une manière pour eux d'épingler l'AI Act européen ? Pas vraiment.

57% des sondés perçoivent le cadre de l'UE comme une "très bonne ou une bonne chose". Et c'est encore plus parmi les utilisateurs d'IA dans le cadre professionnel. La proportion d'avis favorable grimpe jusqu'à 75%.

L'IA responsable souhaitable pour 63% de salariés

Afin de garantir une IA responsable, la réglementation est donc considérée comme un moyen nécessaire. 63% des interrogés jugent en outre "souhaitable ou indispensable" le développement d'une IA responsable (83% pour les utilisateurs).

Selon les collaborateurs, l'IA responsable doit notamment être synonyme de protection des données personnelles et sensibles (36%), de respect des droits fondamentaux (27%), d'amélioration du bien-être humain (25%), et de respect de l'humain et de sa singularité (24%).

S'ils s'attachent à ces priorités, c'est entre autres en raison des risques identifiés au déploiement de l'IA. Le premier concerne l'impact sur les emplois (41%), devant les risques liés à la confidentialité des données (33 %) et à la dépendance excessive à l'IA (31%).

[Pour une IA responsable, 85% des utilisateurs professionnels disent ...](#)

BNP Paribas : la gestion des hallucinations de l'IA générative est un très gros enjeu

Publié le 16 janvier 2025 par La Revue du Digital dans fil d'actualité avec Aucun commentaire



Su Yang, Head of AI for transaction banking and Head of AI and IT Innovation de BNP Paribas

BNP Paribas, premier groupe bancaire européen, se mobilise afin de mettre en œuvre l'IA et l'IA générative au service de tous ses métiers. Dans cette voie, le groupe est conscient de la nécessité d'encadrer l'IA et en particulier de traiter les failles de l'IA générative que sont les hallucinations. C'est-à-dire ces moments où l'IA délivre des résultats qui semblent pertinents mais qui en réalité sont faux.

L'humain doit rester dans la boucle des IA génératives

Su Yang, Head of AI for transaction banking and Head of AI and IT Innovation de BNP Paribas détaille sa démarche afin de contrer ce défaut des IA génératives. L'humain doit rester dans la boucle afin de contrôler les résultats de l'IA quelque soit les dispositifs mis en place. Pour cela, les collaborateurs doivent être formés. Su Yang a pris la parole le 15 janvier à l'occasion d'un événement organisé par Impact AI.

Le responsable affronte la question des hallucinations. « *Il y a de nouvelles problématiques [avec les IA génératives] comme les hallucinations. Lorsque les modèles d'IA générative se trompent, comment est-ce qu'on peut mettre en place des protocoles de modération pour s'assurer qu'on arrive à gérer les hallucinations dans les processus que l'on met en place ?* » interroge-t-il.

Un très gros enjeu depuis la sortie de ChatGPT



Cette question date de l'émergence de ChatGPT d'OpenAI en fin d'année 2023. « *La gestion des hallucinations est un très gros enjeu depuis la sortie de ChatGPT* » reconnaît le responsable. « *C'est quelque chose sur lequel on met en place des protocoles de contrôle, et on raffine un petit peu tout le dispositif dont nous disposons, pour s'assurer que l'on arrive à gérer les hallucinations dans les systèmes où l'IA générative est présente* » dit-il.

Dans ce paysage, l'humain est clé et doit être formé en conséquence face aux nouveaux risques qu'entraîne l'IA générative. « *La formation est un volet très important. Si je reprends la gestion de l'hallucination, on peut mettre en place des outils, mais ce ne sera jamais sans risque* » insiste-t-il. « *C'est la raison pour laquelle nous avons besoin des humains dans les systèmes d'IA qui soient bien vigilants Pour être en capacité de détecter les moments où l'IA se trompe, il faut que l'expert continue de garder l'expertise* » résume-t-il.

Une double compétence nécessaire

Les experts doivent rester aux commandes. « *Plus les réponses que l'on attend sont sophistiquées, plus il faut que les experts soient bons dans leur domaine afin de pouvoir repérer les moments où les IA se trompent* » recommande-t-il. De plus, il faut que l'expert soit bien conscient de tous les biais par lesquels l'IA peut se tromper. « *Il s'agit donc d'une double compétence* » dit-il.



Les biais dans les données sont également un défi que Su Yang entend traiter. « *Nous sommes une entreprise qui est très orientée clients, et nous devons faire en sorte que les systèmes d'IA que nous développons puissent remédier à ces problématiques présentes nativement dans les données que nous collectons* » affirme-t-il.

Protéger les données des clients

Il faut dire que les employés de BNP Paribas ont des attentes très fortes. « *Tous les jours, j'ai des discussions autour de ce qu'on met en place pour les aider à s'emparer de ces outils [d'IA], à se prévenir des problématiques liées à une mauvaise utilisation de données, et de manière générale à protéger les données de nos clients qui nous le confient et s'attendent à ce qu'on prenne soin* » rappelle-t-il.

Pour cela, la banque a mis en place des mesures concrètes. « *D'abord, des normes de transparence, de reproductibilité et d'explicabilité dans les modèles [d'IA] que nous développons pour nous assurer que l'on veille à la protection des données personnelles de nos clients, et que nos clients puissent avoir une bonne maîtrise de l'usage qu'on en fait* » présente-t-il. De plus, des directives sont dédiées aux experts qui créent les systèmes d'IA afin de s'assurer qu'ils comprennent comment manager les biais qui peuvent être présents dans les données. « *Les sensibiliser, leur donner des outils, leur apprendre comment faire* » liste Su Yang en forme de conclusion.

3000 spécialistes de l'IA et de la donnée dans la banque

BNP Paribas organise un événement annuel qui cumule tous les échanges entre les utilisateurs et les experts de l'AI où 4000 utilisateurs participent afin d'échanger sur toutes les initiatives et tout ce qui est mis en place dans les différents métiers. BNP Paribas emploie 3000 spécialistes de l'intelligence artificielle et de la donnée, 700 Data scientists et Business Analysts spécialistes de l'intelligence artificielle. La banque a 750 cas usages de l'IA et de l'IA générative, à peu près dans tous ses métiers (une douzaine de grands métiers) et dans toutes les fonctions (les risques, la conformité, etc.).

Vers une IA Responsable : Opportunité ou défi pour les Entreprises ?

17 JANVIER 2025

A LA UNE



Le Think Tank « Impact AI », en collaboration avec KPMG et BNP Paribas, a publié les résultats de la première édition de l'Observatoire de l'IA « responsable » le 14 janvier dernier. Cette initiative vise à évaluer les perceptions des employés sur le déploiement de l'intelligence artificielle (IA) dans leur environnement professionnel et à explorer les pistes pour aller vers une IA « responsable ».

L'intelligence artificielle (IA) s'impose dans le monde professionnel, marquée par des avancées technologiques rapides. Si les salariés se montrent plutôt enthousiastes à l'égard de cette nouvelle technologie, l'étude menée par Viavoice auprès de 1 000 salariés français du secteur privé, indique que **74 % d'entre eux souhaitent une régulation stricte** du développement de l'IA. Ainsi, ils sont 57% à percevoir positivement, l'IA Act, la réglementation européenne qui exige un cadre pour limiter les risques et garantir la transparence.

Des résultats qui traduisent **une volonté de concilier innovation, sécurité et responsabilité**, priorité citée par 36 % des salariés interrogés. Cependant, ils restent préoccupés pas les risques liés à l'IA, comme l'**impact sur l'emploi (41 %)**, la **confidentialité des données (33 %)**, et la dépendance excessive à ces technologies (31 %).

L'IA « responsable », un concept qui emporte l'adhésion des salariés

Pour 63 % des salariés, le développement d'une IA « responsable » est jugé « souhaitable ou indispensable », ce chiffre atteignant 83 % chez les utilisateurs réguliers de l'IA. **Les motivations incluent la protection des données personnelles (36 %), le respect des droits fondamentaux (27 %), et l'amélioration du bien-être humain (25 %).**

En parallèle, les entreprises commencent à mettre en œuvre des démarches concrètes : **44 % des salariés souhaitent une surveillance renforcée** des IA, tandis que des actions comme la formation et la gestion éthique des données sont identifiées comme prioritaires.

Rappelons toutefois que le concept de l'IA "responsable" reste soumis à questionnement dans la mesure où, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE) cette nouvelle technologie est très énergivore, car les serveurs de l'IA consomment de l'électricité, chauffent et doivent être refroidis avec des systèmes qui nécessitent à leur tour de l'énergie.

Une adoption freinée par le manque de compétences et les coûts

Si les perspectives sont encourageantes, plusieurs obstacles à l'adoption de l'IA demeurent. **Les principaux freins identifiés incluent le manque de compétences internes (30 %), la complexité technique (26 %), et les coûts de mise en œuvre (24 %).** Ces défis soulignent la nécessité d'intensifier les politiques de formation et d'accompagnement des entreprises.

Par ailleurs, dans un contexte où les salariés réclament plus d'acculturation à l'IA, l'étude met en lumière un paradoxe : bien que l'IA « responsable » soit perçue comme un levier d'efficacité (44 %) et d'amélioration des décisions (39 %), la mise en œuvre reste encore inégale. **Seulement 9 % des salariés déclarent disposer d'une charte éthique ou d'un comité dédié** dans leur entreprise.

Un enjeu de compétitivité mondiale

Sur la scène mondiale, les États-Unis et la Chine dominent largement la course à l'IA. La France, classée cinquième, est perçue comme distancée par ses propres salariés. Cependant, **l'idée d'une IA « responsable » pourrait permettre à la France et à l'Europe de se différencier**, en s'appuyant sur des principes éthiques et une transparence accrue.

Selon les auteurs de l'étude, **l'adoption des IA « responsables » constitue une chance pour la France et l'Europe** de se repositionner dans la compétition mondiale, tout en affirmant des valeurs éthiques et durables. Toutefois, pour y parvenir, *« il est essentiel de lever les freins internes et d'intensifier les initiatives de sensibilisation et de formation »*.

À noter que les conclusions de l'Observatoire guideront les actions d'Impact AI en 2025, avec un accent sur le travail, la santé, l'environnement et la formation. Un sommet dédié, l'AI Action Summit, est prévu en février pour approfondir ces thématiques.

Retrouvez l'étude complète ici.

Samorya Wilson



3 QUESTIONS À • SMART TECH • lun. 20/01/25



L'IA responsable, ça vous parle ?

L'IA responsable, c'est possible ? Mais surtout, comment peut-elle prendre vie dans l'entreprise ? Ces questions-là, de nombreux salariés français se les posent. Selon l'Observatoire de l'IA responsable 2025 d'Impact AI, ils sont 63 % à ignorer tout des démarches à mettre en œuvre pour entrer en conformité avec l'IA responsable en entreprise. Un défi que le collectif mobilisé pour une intelligence artificielle éthique tente de relever à travers de nombreuses initiatives. On en parle avec Christophe Liénard, le président d'Impact AI.

[SMART TECH - L'IA responsable, ça vous parle ?](#)

**B SMART – Smart Tech – Le 20 janvier 2025****Observatoire de l'IA responsable en France : interview de Christophe LIENARD, président d'IMPACT AI****DELPHINE SABATTIER, PRÉSENTATRICE**

On démarre avec cet observatoire de l'IA responsable en France. Bonjour Christophe LIENARD !

CHRISTOPHE LIENARD, PRÉSIDENT D'IMPACT AI ET DIRECTEUR DE L'INNOVATION DU GROUPE BOUYGUES

Bonjour !

DELPHINE SABATTIER

Vous êtes président d'Impact AI qui est un collectif de réflexion et d'action, vous nous dites, sur les enjeux éthiques et sociétaux de l'intelligence artificielle. Vous êtes également, je le précise, le directeur de l'innovation du groupe BOUYGUES. Alors le think-tank a publié un observatoire de l'IA responsable. C'est le résultat d'une enquête auprès de 1.000 salariés français sur la façon dont ils perçoivent les déploiements de l'intelligence artificielle responsable dans leur entreprise. D'abord, ma première question : qu'est-ce que vous appelez une IA responsable ? Est-ce que c'est possible une IA responsable avec tout ce qu'on a en tête finalement sur l'impact climat par exemple ?

CHRISTOPHE LIENARD

C'est possible et nécessaire parce qu'on s'aperçoit dans cet observatoire notamment que 75% des gens qui utilisent l'IA demandent qu'elle soit responsable et éthique. Donc IMPACT AI s'intéresse à l'impact de l'intelligence artificielle sur la santé, l'éducation, le travail et l'éthique. Et on s'aperçoit véritablement qu'il y a une forte demande des salariés pour que cette IA, pour qu'ils puissent l'utiliser sans crainte dans leur métier et avec leurs clients, soit absolument responsable dans l'utilisation des données.

DELPHINE SABATTIER

Responsable en quoi et comment ?

CHRISTOPHE LIENARD

Responsable à la fois effectivement sur l'aspect énergétique, je pense que vous sous-tendiez cet élément tout à l'heure. Donc on a beaucoup travaillé sur Green AI et AI for Green, donc finalement l'impact en termes de consommation d'énergie par exemple de ces IA et des progrès qui sont faits avec les petits modèles, avec des composants moins consommateurs, avec le Edge de l'IA qui est embarqué finalement dans les dispositifs. Donc ça c'est un élément qui vient demain réduire considérablement la consommation d'énergie. Ça c'est déjà un premier point. Ensuite l'IA permet également de consommer moins et donc d'apporter finalement cette fois-ci une contribution positive à cet angle d'IA responsable.

DELPHINE SABATTIER

Il y a énormément d'enseignements dans cet observatoire. Moi j'ai retenu notamment ce chiffre de 63% des personnes que vous avez interrogées qui déclarent ignorer toutes les démarches mises en œuvre pour se mettre en conformité en termes d'IA responsable. Je pense que j'en fais partie. Comment on fait ?

CHRISTOPHE LIENARD

Exactement ! Ça c'était une grosse surprise de cet observatoire. Et on a même un autre chiffre : 9% des salariés ont la connaissance de leur charte éthique dans leur entreprise concernant l'IA. Donc ça c'est un élément sur lequel il va falloir véritablement agir ; l'éducation, la formation, la transparence également des entreprises de manière à pouvoir communiquer. Donc c'était dans cet observatoire un élément, effectivement vous l'avez remarqué, extrêmement important.

DELPHINE SABATTIER

Mais comment on fait très concrètement de l'IA responsable ? Il y a un mode d'emploi, il y a des règles sur lesquelles on s'est tous entendus ?

CHRISTOPHE LIENARD

On a notamment comme membre d'IMPACT AI, une startup composée d'avocats qui vient vérifier que les IA qui sont utilisées et souvent développées ou co-développées au sein d'une entreprise répondent à un certain nombre de critères qui sont les critères de l'IA Act d'ailleurs. Puisque l'Union européenne s'est dotée d'un dispositif de contrôle, donc l'IA Act qui est d'ailleurs plébiscité par les salariés qui répondent à cette enquête.

DELPHINE SABATTIER

D'accord. Lors d'un de vos événements, vous organisez aussi des événements, Gilles BABINET a professé trois raisons de croire à un monde harmonieux à l'ère de l'IA. Quelles sont les conditions justement pour que ce déploiement de l'IA nous fasse vivre dans un monde harmonieux avec elle ?

CHRISTOPHE LIENARD

Effectivement, on a organisé en décembre notre première masterclass sur l'IA responsable et on avait trois invités de marque. On avait effectivement Gilles BABINET, président du Comité numérique français. On avait également quelqu'un dans la gouvernance parce que l'IA responsable et gouvernance vont un peu ensemble. Donc on avait l'Américaine Francesca ROSSI qui est en charge de la gouvernance chez IBM. Puis on avait un troisième intervenant qui était Serge TISSERON. Vous l'avez beaucoup entendu lorsqu'on parlait de la relation des écrans avec les enfants.

DELPHINE SABATTIER

Absolument.

CHRISTOPHE LIENARD

Et donc Serge, psychiatre et académicien, a également développé tout ce que l'on peut et doit mettre en place sur la relation entre l'IA et les enfants et donc l'éducation. On avait cet ensemble-là qui était extrêmement pertinent, d'ailleurs qui se retrouve aujourd'hui sur le réseau.

DELPHINE SABATTIER

Vous pourriez partager peut-être quelques conseils très rapidement ou un conseil comme développer une IA responsable chez soi ou en entreprise ?

CHRISTOPHE LIENARD

Développer une IA responsable est surtout un élément qu'a mentionné Serge TISSERON qui était sur la communauté. C'est-à-dire que le fait que lorsque l'on travaille dans une communauté, même pour les jeunes, les communautés de gaming, etc., on crée finalement un vrai réseau d'entraide et on s'ouvre vers l'extérieur. Donc cette partie-là est également importante pour l'IA.



DELPHINE SABATTIER

Donc en fait, vous remettez la place de l'humain au milieu de l'écosystème IA.

CHRISTOPHE LIENARD

Exactement.

DELPHINE SABATTIER

Merci beaucoup Christophe LIENARD. Je rappelle que vous êtes le président d'IMPACT AI. Merci encore !

IA responsable : les salariés français entre espoir et inquiétude

La première édition de l'étude " Observatoire de l'IA responsable " confirme que l'IA est un sujet qui interpelle fortement les salariés. Ils souhaitent que son développement se fasse de manière éthique et responsable.

PUBLIÉ PAR LA RÉDACTION LE 20 JANV. 2025 - MIS À JOUR À 17:22



Les résultats montrent que les salariés sont partagés. Si plus de la moitié (52%) considère l'IA comme un facteur important pour le développement et le rayonnement du pays, cette proportion grimpe à 74% parmi ceux qui utilisent déjà l'IA. Les États-Unis sont perçus comme le principal bénéficiaire actuel du développement de l'IA (53% parmi les utilisateurs d'IA), devant la Chine (42%), la Corée du Sud (33%), la France (30%) et l'Union européenne (29%).

Cependant, cette perception positive ne se fait pas sans conditions. Une large majorité (près de 75%) des salariés juge nécessaire de réguler le développement de l'IA. Plus précisément, 37% estiment que c'est "tout à fait nécessaire", une opinion partagée par 85% des utilisateurs d'IA.

Équilibre entre innovation, sécurité et éthique

Les salariés sont clairs : il faut trouver un équilibre entre innovation, sécurité et responsabilité dans les projets d'IA des entreprises. Seulement 10% privilégient l'innovation à tout prix, tandis que 36% appellent à un équilibre, et 21% estiment que le respect des principes éthiques doit primer.

L'étude révèle aussi qu'une agence internationale serait perçue comme l'organisme le plus à même d'exercer les fonctions de contrôle et de régulation (30%), plus que l'État (25%) ou l'Europe (19%). Cependant, **l'AI Act européen** est jugé positivement par 57% des salariés, et même par 75% des utilisateurs d'IA.

Des inquiétudes sur l'emploi et la confidentialité

Les salariés n'ignorent pas les risques liés à l'IA. L'impact sur l'emploi arrive en tête des préoccupations (41%), suivi des risques liés à la confidentialité des données (33%) et à une dépendance excessive à l'IA (31%). D'autres risques sont également cités, comme la non-conformité aux réglementations (24%), le manque de transparence des tâches réalisées par l'IA (23%), ou encore l'amplification des stéréotypes.

L'IA responsable : une nécessité pour les salariés

Face à la définition d'une IA responsable (1), 63% des salariés estiment qu'elle est souhaitable ou indispensable, une conviction renforcée chez les utilisateurs d'IA (83%). Pour ces salariés, l'IA responsable doit prioritairement s'appliquer à la protection des données personnelles (36%), au respect des droits fondamentaux (27%), à l'amélioration du bien-être humain (25%), au respect de l'humain (24%), et à l'éthique.

Près de 8 salariés sur 10 estiment qu'une IA responsable doit respecter l'être humain, sa santé, son bien-être et ses droits. L'IA responsable est également perçue comme un facteur d'efficacité dans le travail (44%), un outil d'aide à la décision (39%), et comme un moyen de consommer moins de ressources.

Mise en oeuvre : des efforts à faire

Malgré ces convictions, les salariés sont partagés quant à la manière dont leurs entreprises mettent en oeuvre l'IA responsable. La moitié des salariés (50%) évaluent la mise en place de l'IA responsable dans leur entreprise à un niveau de 4 sur 10. Seuls 9% d'entre eux indiquent pouvoir se référer à une charte éthique ou à un comité d'éthique concernant l'IA. De ce fait, 44% des salariés souhaitent une surveillance de l'IA et 42% appellent à ce que l'entreprise garantisse une utilisation de l'IA selon des principes éthiques.

Les entreprises ont les cartes en main pour réussir

Les salariés identifient les compétences internes en matière d'IA (28%), la sensibilisation aux enjeux et la formation (22%), et la motivation au changement (20%) comme des atouts pour une acculturation réussie à l'IA responsable. Ils soulignent cependant les freins à lever, tels que le manque de compétences internes (30%), la complexité technique (26%), les coûts (24%), la résistance au changement (22%) ou le manque d'engagement de la direction.

L'urgence d'une IA responsable et maîtrisée

Les entreprises doivent prendre en compte ces préoccupations et mettent en oeuvre des stratégies qui placent l'éthique, la transparence et la protection des données au coeur de leurs projets d'IA. La sensibilisation, la formation et la mise en place de chartes éthiques sont des étapes indispensables pour une adoption responsable et efficace de l'IA en entreprise.

(1) La définition de l'IA responsable proposée aux salariés interrogés était libellée de cette façon : une intelligence artificielle responsable est conçue pour respecter des principes éthiques, garantir la transparence et minimiser les risques potentiels, y compris les biais dans ses algorithmes. Elle favorise l'inclusion sociale et la protection des données, tout en étant capable de choix explicables. De plus, elle vise à améliorer le bien-être humain sans causer de dommages sociaux, environnementaux ou de santé.

** Réalisée par Impact IA, le think & do tank de l'IA responsable, en partenariat avec KPMG en France et BNP Paribas. L'Observatoire de l'IA responsable a interrogé un échantillon représentatif de 1000 salariés du secteur privé en France.*

[DRH]

Business - Décideur entreprise

Comment les salariés perçoivent-ils le déploiement de l'IA dans leur entreprise ?

21 janvier 2025



Quels risques liés à l'IA identifiez-vous prioritairement dans votre entreprise ?

Base : ensemble (1000 salariés du secteur privé). Plusieurs réponses possibles, total supérieur à 100% sur le global.



Utilisateurs d'IA dans le cadre professionnel



VIAVOICE GCF

Opportunités et risques identifiés par les salariés



Les premiers résultat de l'**Observatoire de l'IA responsable** montrent que les salariés attendent très majoritairement (74%) une régulation sur le développement de l'IA.

Les salariés demandent à encadrer l'IA. Ils considèrent également que l'AI Act mis en place est une initiative positive. "Cette proportion s'élève à 83 % auprès des utilisateurs d'IA dans le cadre

professionnel... l'aspiration à la responsabilité progresse à mesure des usages" observent les auteurs de l'étude. Autre élément, 63 % jugent le développement de l'IA responsable "souhaitable ou indispensable", dont un quart considère "indispensable". Ce taux est plus marqué auprès des utilisateurs de l'IA et dans les grandes entreprises (76 %).

"Trois priorités ressortent pour la mise en conformité des IA responsables :

- La mise en place d'une surveillance de l'IA, pour 44 % d'entre eux ;*
- La garantie d'une utilisation éthique de l'IA, pour 42 % ;*
- La gestion des données collectées (38 %) – en cohérence avec le premier objectif pointé par les répondants, celui de la protection des données" révèle l'étude.*

Les utilisateurs d'IA dans le cadre professionnel sont nombreux (66 %) à penser que les IA "responsables" rendraient leur travail plus "efficace", et les aideraient à "prendre de meilleures décisions" (56 % contre 39 %).

Malgré ces avantages, l'acculturation à l'IA reste à déployer. Près de 63 % des salariés ignorent les démarches de leur entreprise en matière d'IA responsable. Seuls 9 % se réfèrent à une charte ou à un comité d'éthique.

L'Observatoire de l'IA responsable publie ses premiers travaux

La première édition de l'Observatoire de l'IA responsable d'Impact AI analyse la façon dont les salariés perçoivent le déploiement de l'IA dans leur entreprise.



Impact-ai

Impact AI, le think & do tank de l'IA responsable créé en 2018, dévoile, en partenariat avec KPMG en France et BNP Paribas, les travaux de son Observatoire de l'IA Responsable. Ce dernier a été réalisé par Viavoice et le centre de prospective GCF sur un échantillon représentatif des salariés du secteur privé en France. « *L'objectif de cet Observatoire est d'analyser la façon dont ces salariés perçoivent le déploiement de l'IA dans leur entreprise, les opportunités et limites de cette technologie, leurs réactions face à l'enjeu de l'IA responsable et ce qu'impliquerait sa mise en œuvre dans leurs tâches quotidiennes* », précise Christophe Lienard, président d'Impact AI qui comprend 85 membres dont la moitié étant des entreprises du CAC40 et l'autre des ETI et des grandes écoles. Cette étude d'opinion a été menée auprès d'un échantillon de 1 000 salariés du secteur privé, issu d'un échantillon représentatif de la population salariée résidant en France métropolitaine, âgée de 18 ans et plus (interviews réalisées en ligne du 15 au 25 novembre 2024, représentativité de l'échantillon assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle, région, secteur et taille de l'entreprise)).

Le rôle de l'IA dans le rayonnement d'un pays

La définition de l'IA responsable proposée aux salariés interrogés était libellée de cette façon : une intelligence artificielle responsable est conçue pour respecter des principes éthiques, garantir la transparence et minimiser les risques potentiels, y compris les biais dans ses algorithmes. Elle favorise l'inclusion sociale et la protection des données, tout en étant capable de choix explicables. De plus, elle vise à améliorer le bien-être humain sans causer de dommages sociaux, environnementaux ou de santé.

À l'examen des résultats de l'Observatoire, un premier constat s'impose : le rôle de l'IA dans le développement et le rayonnement d'un pays est considéré comme important ou très important pour plus d'un salarié sur deux (52 %), mais valorisé encore davantage par ceux qui utilisent l'IA (74 %). À ce jeu, et sans surprise, ce sont les États-Unis qui sont considérés aujourd'hui comme le principal gagnant du développement de l'IA (pour 53 % des salariés qui utilisent l'IA) devant la Chine (42 %), la Corée du Sud (33 %), la France (30 %) et l'Union européenne (29 %), Israël (29 %).

Trouver le bon équilibre entre innovation, sécurité et responsabilité

Près de trois quarts des salariés jugent nécessaire de réguler le développement de l'IA, dont 37 % « tout à fait nécessaire », avec une proportion plus importante chez les utilisateurs de l'IA (85 % se prononcent en faveur d'une régulation). Pour autant, 36 % des salariés interrogés, quelle que soit la taille de l'entreprise et le secteur d'activité, estiment qu'il faut trouver un équilibre entre innovation, sécurité et responsabilité dans les projets IA des entreprises, 21 % estiment qu'il faut privilégier le respect des principes éthiques, alors que seuls 10 % font de l'innovation une priorité. Quant à identifier quelle structure ou institution serait la plus à même d'exercer les fonctions de contrôle et de régulation, 30 % des salariés penchent plutôt pour une agence internationale que pour une régulation par l'État (25 %) ou par l'Europe (19 %). Pour autant, l'AI Act européen est jugé plutôt comme une « très bonne ou une bonne chose » par 57 % des salariés interrogés, cette proportion atteignant même 75 % chez les utilisateurs d'IA dans le cadre professionnel.

Quelles conséquences sur l'emploi ?

Les salariés identifient assez clairement les risques liés au déploiement de l'IA dans les entreprises. Ils placent au premier rang l'impact sur les emplois (41 %), devant les risques liés à la confidentialité des données (33 %), une dépendance excessive à l'IA (31 %), la non-conformité aux réglementations (24 %), le manque de transparence quant aux tâches réalisées par l'IA (23 %), l'amplification de stéréotypes liés à la présence de biais dans les algorithmes (17 %), les risques d'uniformisation du travail (17 %) et l'impact environnemental (11 %).

L'IA responsable, une nécessité éthique et un gage d'efficacité...

Face à une définition précise de l'IA responsable, 63 % des salariés interrogés jugent que le développement d'une telle IA est « souhaitable ou indispensable » (25 % l'estiment même indispensable), avec une conviction encore plus fortement ancrée chez les utilisateurs d'IA dans le cadre professionnel (83 %). À quels domaines doit s'appliquer en priorité la responsabilité de l'IA ? 36 % des salariés citent d'abord la protection des données personnelles et sensibles, devant le respect des droits fondamentaux (27 %), l'amélioration du bien-être humain (25 %), le respect de l'humain et de sa singularité (24 %), le respect des principes éthiques (22 %), la garantie de la transparence (21 %), le respect de la santé humaine (20 %), l'impact environnemental (17 %), l'explicabilité des choix (13 %), la réduction des biais dans les algorithmes (11 %), l'inclusion sociale (9 %).

Derrière cette diversité des champs de responsabilité de l'IA, apparaît néanmoins une conviction, forte de près de 8 salariés sur 10, qu'une l'IA responsable doit s'attacher au respect de l'être humain, de sa santé, de son bien-être et de ses droits, quelle que soit la taille de l'entreprise, même si la question des droits fondamentaux est la plus sensible dans les entreprises de plus de 250 salariés, cités par 36 % des personnes interrogées contre une moyenne de 25 % dans les entreprises de taille inférieure. Pour autant, au-delà des valeurs qu'elle porte, l'IA responsable est considérée comme un facteur d'efficacité dans le travail (44 % des opinions), aide à prendre de meilleures décisions (39 %), tout en consommant moins de ressources (32 %) et en étant transparentes (31 %) et éthiques (30 %).

Une mise en œuvre encore inégale dans les entreprises, une acculturation à intensifier

Forts de leurs convictions, les salariés français jugent de façon très disparate la manière dont leurs entreprises s'emparent de ce concept d'IA responsable et le mettent en œuvre. 63% des salariés déclarent ignorer tout des démarches mises en œuvre par leur entreprise pour se mettre en conformité en matière d'IA responsable. Invités à situer, sur une échelle de 1 à 10, sa mise en place dans leur entreprise, 50 % des salariés s'arrêtent à 4. Seuls, 9 % d'entre eux indiquent pouvoir se référer à une charte éthique et/ou à un interlocuteur ou un comité d'éthique concernant l'IA. C'est probablement la raison pour laquelle 44 % des salariés appellent de leurs vœux la mise en place d'une surveillance de l'IA, 42 % souhaitent que l'entreprise garantisse une utilisation de l'IA selon des principes éthiques.

Pour les salariés, les entreprises disposent néanmoins des atouts nécessaires pour réussir en leur sein une acculturation à l'IA responsable, à commencer par ses compétences internes en matière d'IA (28 % des salariés), la sensibilisation aux enjeux liés à l'IA et la politique de formation (22 %), la motivation au changement de la part des salariés (20 %), l'engagement de la direction (16 %), le montant des budgets alloués à l'IA responsable (14 %). Pour accélérer cette acculturation à l'IA responsable, les salariés suggèrent qu'un certain nombre de freins soient levés, comme le manque de compétences internes, cité par 30 % des salariés, la complexité technique de l'IA (26 %), les coûts élevés de sa mise en œuvre (24 %), la résistance au changement (22 %) ou le manque d'engagement de la direction.

« Les conclusions de cette première édition de l'Observatoire de l'IA responsable montrent la grande sensibilité des Français aux notions d'IA responsable et d'IA éthique et vont donc nourrir les grands travaux que le collectif entend mener en 2025, avec l'impulsion de l'AI Action Summit de février : autour du travail, de la santé, de l'environnement et pour toujours plus de formation et d'appropriation de toutes et tous des outils d'IA responsable », analyse Christophe Lienard. Avant de rappeler et de conclure que la plus essentielle des responsabilités est « d'utiliser l'IA uniquement lorsque c'est nécessaire ».

et responsabilité

des principes éthiques

L'IA responsable, une nécessité éthique et un gage d'efficacité



63 %
DES SALARIÉS

jugent que le développement
d'une IA responsable est
« souhaitable ou indispensable »

CE QUI COMPTE LE PLUS

36 % la protection des données personnelles et sensibles
27 % le respect des droits fondamentaux
25 % l'amélioration du bien-être humain

Une mise en œuvre encore inégale

63 %
DES SALARIÉS

déclarent ignorer tout des démarches mises
en œuvre par leur entreprise pour se mettre
en conformité en matière d'IA responsable.



44 %

des salariés appellent de leurs vœux
la mise en place d'une surveillance de l'IA

Les gagnants de l'IA selon les salariés qui l'utilisent

IA responsable : une exigence des collaborateurs

Par **Bertrand Lemaire** | Le dimanche 26 janvier 2025 | Data



Écoutez cet article

Powered by Podle

00:00

00:00



Impact AI a publié un « Observatoire de l'IA Responsable » qui montre l'attachement des collaborateurs à l'IA mais pas n'importe comment.



© StockSnap / Pixabay

L'IA doit respecter l'environnement et, au-delà, être socialement responsable. - © StockSnap / Pixabay

L'intelligence artificielle (IA) et plus particulièrement l'intelligence artificielle générative ont pris une place considérable dans les entreprises en très peu de temps. Mais quelle est la perception de cette irruption soudaine par les collaborateurs des mêmes entreprises ? Quelles sont leurs attentes ? Et, en plus, une approche responsable d'une technologie particulièrement gourmande en ressources est-elle désirée ? Pour répondre à ces questions, Impact AI a réalisé un « Observatoire de l'IA Responsable » basé sur une enquête menée auprès de salariés français.



52 % des répondants estiment que l'IA est nécessaire au rayonnement d'un pays et le chiffre monte à 74 % parmi les utilisateurs de l'IA. Mais cette approbation n'est pas un blanc-seing. Ainsi, 37 % des salariés et 85 % des salariés utilisateurs d'IA considèrent qu'une régulation est nécessaire. Innovation, sécurité et responsabilité doivent être équilibrées dans les projets IA des entreprises selon 36 % des répondants, seulement 10 % privilégiant l'innovation.

Des risques à maîtriser

Le premier risque pris en considération par les répondants est l'impact sur les emplois (41 %), devant les risques liés à la confidentialité des données (33 %), une dépendance excessive à l'IA (31 %), la non-conformité aux réglementations (24 %), le manque de transparence quant aux tâches réalisées par l'IA (23 %), l'amplification de st  r  types liés à la présence de biais dans les algorithmes (17 %), les risques d'uniformisation du travail (17 %) et l'impact environnemental (11 %). Ce dernier est donc peu identifié alors que la consommation de ressources par l'IA est considérable.

En menant l'enquête, la définition de l'« IA responsable » suivante a été communiquée aux personnes interrogées : « une intelligence artificielle responsable est conçue pour respecter des principes éthiques, garantir la transparence et minimiser les risques potentiels, y compris les biais dans ses algorithmes. Elle favorise l'inclusion sociale et la protection des données, tout en étant capable de choix explicables. De plus, elle vise à améliorer le bien-être humain sans causer de dommages sociaux, environnementaux ou de santé. » 63 % des répondants jugent que l'IA responsable est « souhaitable ou indispensable » (25 % l'estiment indispensable), le chiffre montant à 83 % chez les utilisateurs d'IA.

Une IA vraiment responsable

Au sein des critères posés, tous ne sont pas mis en avant de la même façon par les répondants. 36 % citent d'abord la protection des données personnelles et sensibles, devant le respect des droits fondamentaux (27 %), l'amélioration du bien-être humain (25 %), le respect de l'humain et de sa singularité (24 %), le respect des principes éthiques (22 %), la garantie de la transparence (21 %), le respect de la santé humaine (20 %), l'impact environnemental (17 %), l'explicabilité des choix (13 %), la réduction des biais dans les algorithmes (11 %), l'inclusion sociale (9 %). L'impact environnemental est, une nouvelle fois, très bas dans le classement.



La majorité des répondants juge leur organisation très immature dans la mise en place d'une IA responsable. Mais, cependant, la plupart estime que tout ce qui est nécessaire pour atteindre cette maturité est bien présent. 28 % jugent ainsi que les compétences internes suffisent, 22 % que la sensibilisation aux enjeux liés à l'IA et la politique de formation a bien été faite, 20 % que les salariés sont suffisamment motivés, 14 % que le budget IA responsable suffit... Malgré tout, des freins existent : le manque de compétences internes, cité par 30 % des salariés, la complexité technique de l'IA (26 %), les coûts élevés de sa mise en oeuvre (24 %), la résistance au changement (22 %) ou le manque d'engagement de la direction.

A propos de l'étude

L'Observatoire de l'IA Responsable est une étude réalisée par le think tank Impact AI en partenariat avec KPMG en France et BNP Paribas. Cet observatoire est destiné à être réédité. La première édition est basée sur une enquête menée par Viavoice et le centre de prospective GCF, en ligne, du 15 au 25 novembre 2024 auprès d'un échantillon de 1 000 salariés du secteur privé, issu d'un échantillon représentatif de la population salariée résidant en France métropolitaine, âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle, région, secteur et taille de l'entreprise).

Sommet pour l'action sur l'Intelligence Artificielle, l'IA au service de l'humanité

Publié le dimanche 26 janvier 2025

▶ ÉCOUTER (1h 47min)



Une carte de France en infographie avec des graphiques représentant la communication, l'internet et la technologie. ©Getty - de-kuk

Le 10 et 11 février 2025, la France accueille le Sommet pour l'Action sur l'Intelligence Artificielle, avec pour objectif d'encourager le développement d'une IA de confiance au service de l'intérêt général.

Avec

- **Anne Bouverot** Envoyée spéciale du président de la République pour le Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle
- **Amaury Delplancq** Vice-président Europe du Sud de Dataiku
- **Christophe Liénard** Directeur central de l'Innovation du groupe Bouygues et président d'Impact AI
- **Mathieu Boogaerts** Auteur-compositeur-interprète

Plusieurs séquences au sommaire de Soft Power : en première partie d'émission, les actualités culturelles et numériques qui ont marqué la semaine ; puis un échange poétique avec le musicien Mathieu Boogaerts (*à partir de 32min. dans le podcast*) et enfin un grand focus sur l'Intelligence Artificielle (*à partir de 52min. dans le podcast*).

Le Sommet pour l'action sur l'Intelligence Artificielle

Du 6 au 11 février, la France battra au rythme de l'IA avec les Journées scientifiques les 6 et 7 février, le Week-end Culturel les 8 et 9 février, ainsi que de nombreux événements parallèles conclus par le Sommet pour l'action sur l'Intelligence Artificielle les 10 et 11 février 2025. Les acteurs mondiaux de la tech seront réunis à Paris pour échanger sur des solutions innovantes autour de la relation entre l'IA, le travail, la culture ainsi que sur la gouvernance mondiale de l'IA et le développement d'une IA au service de l'intérêt public.

Anne Bouverot, Envoyée spéciale du président de la République pour le [Sommet pour l'Action sur l'Intelligence Artificielle](#) (IA), Amaury Delplancq, vice-président Europe du Sud de Dataiku et Christophe Liénard, directeur Central de l'Innovation du groupe Bouygues et président d'Impact AI échange sur l'écosystème français de l'IA, l'innovation européenne et ses talents, sur les grands enjeux de régulation, ainsi que sur l'impact de l'IA sur l'écologie.



« 8 salariés sur 10 réclament une IA respectueuse de l'être humain », Christophe Liénard (Impact AI)



By NEJIBA BELKADI — 29 janvier 2025

Aucun commentaire



Share



Tweet



Pinterest



Engagé depuis 2018 pour le déploiement d'une intelligence artificielle responsable, le collectif **Impact AI** a présenté, le 14 janvier, les résultats de son « Observatoire de l'IA responsable ». Menée en novembre 2024 auprès de 1000 salariés du secteur privé, l'étude révèle notamment que 80 % d'entre eux réclament une IA responsable. Les éclairages de **Christophe Liénard**, président d'Impact AI.



Engagé depuis 2018 pour le déploiement d'une intelligence artificielle responsable, le collectif **Impact AI** a présenté, le 14 janvier, les résultats de son « Observatoire de l'IA responsable ». Menée en novembre 2024 auprès de 1000 salariés du secteur privé, l'étude révèle notamment que 80 % d'entre eux réclament une IA responsable. Les éclairages de **Christophe Liénard**, président d'Impact AI.

Quels sont les objectifs de l'Observatoire de l'IA responsable ?

Impact AI est un collectif qui a été créé en 2018. Composé de 85 entreprises (dont Orange, Bouygues, La MAIF...), start-up et écoles, il s'intéresse à l'impact de l'intelligence artificielle sur la santé, l'éducation, le travail. En plus de produire des études, nous organisons des masterclass qui réunissent plusieurs acteurs (chercheurs, académiciens...) dans l'objectif de réfléchir aux grands enjeux de l'IA, notamment en matière de gouvernance et d'éducation. Notre observatoire – une étude menée par Viavoice – GCF pour AI Impact – publié en janvier analyse la façon dont les salariés perçoivent le déploiement de l'IA dans leur entreprise, les opportunités et limites de cette technologie et leurs réactions face à l'enjeu de l'IA responsable.

Quels en sont les principaux enseignements ?

L'étude, révèle que 8 salariés sur 10 réclament une IA respectueuse de l'être humain, de son bien-être et de ses droits. Pourtant, lorsqu'ils ont été invités à situer sur une échelle de 1 à 10 la mise en place d'une IA responsable dans leur entreprise, 50 % des salariés se sont arrêtés à 4. On voit aussi que le rôle de l'IA dans le développement et le rayonnement d'un pays est considéré comme important par 52 % des salariés, ce qui est considérable. Ce chiffre grimpe à 74 % chez les salariés qui recourent à l'IA dans un cadre professionnel ou qui indiquent avoir été sensibilisés à l'usage de l'IA. D'ailleurs, il faut souligner qu'il existe une différence importante de perception entre ceux qui n'utilisent pas et ceux qui utilisent cette technologie. Ces derniers ont une vision beaucoup plus positive de l'IA que les autres.



Les salariés sont-ils suffisamment informés sur les questions de régulation de l'IA ?

Oui, et ils sont même 74 % à considérer qu'il est nécessaire de réguler le développement de l'IA – 37 %, jugent que c'est « tout à fait nécessaire ». Chez les utilisateurs de l'IA, ce chiffre s'élève à 85 %. On remarque ainsi qu'il existe un fort consensus sur la question de la régulation. À ce titre 57 % des salariés considèrent l'AI Act (le règlement européen de l'IA) comme une bonne chose, avec une proportion plus importante auprès des utilisateurs de l'IA dans un cadre professionnel (75 %). Enfin, 44 % des salariés appellent de leurs vœux la mise en place d'une surveillance de l'IA.

Seuls 9% des salariés indiquent pouvoir se référer à une charte éthique dans leur entreprise. Pourquoi ?

Ils sont aussi seulement 9 % à indiquer qu'il existe dans leur entreprise un interlocuteur ou un comité éthique concernant l'IA. Ces chiffres témoignent d'un défaut de communication des entreprises vis-à-vis de leurs salariés sur les questions d'éthique et soulèvent l'importance de mettre en place un système d'éducation et d'information des salariés ainsi que des plans d'action. C'est d'autant plus important que la confiance accordée à l'IA responsable s'inscrit dans un contexte international où la France, aux yeux des salariés, doit progresser en regard des grandes puissances mondiales. Les salariés estiment en effet que les principaux gagnants en matière d'IA sont les États-Unis (44 %) et la Chine (34 %). La France n'arrive qu'au cinquième rang des gagnants (19 %).

Quels sont les freins à l'acculturation à l'IA en France ?

Les salariés savent que les technologies (IA, réalité virtuelle...) permettent de construire de meilleures stratégies d'entreprise, mais également des programmes de formation plus intuitifs, plus délocalisables... Mais si l'usage de l'IA dans la formation n'a pas été spécifiquement abordé dans le cadre de notre étude, on note un grand besoin de formation à l'IA. Malgré cela, des obstacles ont été pointés du doigt. Les salariés estiment que les freins à l'acculturation à l'IA responsable en entreprise sont le manque de compétences internes (30 %), la complexité technique de l'intégration de l'IA (26 %) ou encore le manque de sensibilisation aux enjeux de l'IA (23 %).



Qu'attendez-vous de la publication de ces résultats ?

Ce que je constate, c'est que les entreprises, passée la phase de découverte des IA génératives, sont en train d'accélérer dans la construction et le déploiement de cas d'usage. L'événement lors duquel nous avons présenté les résultats de notre observatoire a été labellisé par le Sommet pour l'action sur l'IA, qui aura lieu à Paris au mois de février. Pour toutes ces raisons, nous sommes certains que notre observatoire va permettre d'alimenter les réflexions des gouvernants qui vont se réunir au Grand Palais. Ils ont maintenant des éléments chiffrés et concrets pour alimenter des politiques de construction d'une IA véritablement responsable et respectueuse des données personnelles.

["8 salariés sur 10 réclament une IA respectueuse de l'être humain", Christophe Liénard \(Impact AI\)](#)

10 chiffres clés sur l'utilisation de l'IA au travail

Alors que s'ouvre, le 10 février, le Sommet mondial pour l'action sur l'IA à Paris, on dresse l'état des lieux de l'utilisation de cette technologie au travail, en France.

Partager l'article



PAR MAÏTÉ HELLIOU

PUBLIÉ LE 10 FÉVRIER 2025 À 12H05



L'IA générative devrait permettre de générer en moyenne 33% de productivité supplémentaire au travail, en France. © GamePixel/stock adobe.com

Quels salariés utilisent l'intelligence artificielle au travail ? Pour quelles tâches et dans quel cadre ? Nous avons compilé les chiffres de différentes études pour dresser le panorama de l'adoption de l'IA au travail, à l'occasion du Sommet pour l'action de l'IA, qui se déroule les 10 et 11 février, à Paris.

12%

C'est la part de collaborateurs français qui utilisent d'ores et déjà l'intelligence artificielle dans le cadre professionnel, d'après [une étude Artefact/Odoxa](#), publiée le 7 février¹. Le sondage nous apprend, en outre, que 30% du panel témoignent que l'IA est utilisée au sein de leur entreprise et que 92% des salariés ayant recours à l'IA se disent satisfaits de cette technologie

57 min à 3h

Toujours selon cette étude, c'est le temps journalier que ferait économiser l'IA à ses utilisateurs, selon leur métier. Un temps supplémentaire alloué à des tâches plus stratégiques, au développement de nouvelles compétences ou à un élargissement du périmètre de leurs missions, selon les dires des répondants.

33%

C'est le gain de productivité moyen que l'IA générative devrait générer, en France, selon [les calculs détaillés dans l'étude Wüest Partner](#). Un résultat qui s'explique par la structure du marché de l'emploi français : « *une forte concentration d'emplois dans des secteurs où les gains d'efficacité sont importants (plus de 40% des emplois se concentrent dans les catégories des professions intellectuelles et scientifiques et des professions intermédiaires, c'est-à-dire des spécialistes dans des domaines tels que les sciences, la santé, l'enseignement, la technologie, ainsi que le secteur juridique et social), tandis que les métiers physiques et manuels, moins exposés à l'IA, sont moins fréquents en France* ».

27%

C'est la proportion de tâches actuellement effectuées par des actifs français qui pourraient être confiées à l'intelligence artificielle d'ici 2030, [rapporte une étude de l'Institut de l'entreprise](#)² réalisée en partenariat avec le cabinet McKinsey & Company.

79%

Près de 80% des recruteurs [ont adopté l'IA générative dans leurs missions](#), en témoigne notre enquête Hellowork recruteur, parue en novembre 2024. Ils l'utilisent principalement à des fins de rédaction : offres d'emploi, messages d'approche, posts sur les réseaux sociaux professionnels, mails de refus aux candidats...

43%

43% des étudiants français interrogés dans le cadre du rapport international [« Intelligence et employabilité du futur des étudiants de l'enseignement supérieur »](#)³ craignent que l'automatisation des tâches répétitives liée au déploiement de l'IA détruise de nombreux emplois. A titre de comparaison, cette inquiétude n'est partagée que par 33% des étudiants espagnols ou italiens et 30% des jeunes colombiens. Le rapport met en lumière une vision prudente et globalement plus pessimiste des jeunes français vis-à-vis des impacts de l'IA sur le monde professionnel : 39% d'entre eux y voient un risque pour la confidentialité des données et 30% une menace pour l'éthique.

55%

Plus d'un salarié sur deux a déjà utilisé un logiciel d'IA au travail sans en informer sa hiérarchie, nous apprend [un sondage Ifop/Learnthings](#)⁴. Des pratiques clandestines qui peuvent poser des problèmes de confidentialité, de sécurité ou même d'éthique.

44%

C'est la proportion d'entreprises qui ont mis en place des programmes de formation internes de leurs collaborateurs à l'IA, d'après les résultats d'une étude menée [par le cabinet Robert Half](#) et publiée le 27 novembre 2024⁵.

74%

C'est le ratio de salariés français qui souhaitent une régulation de l'IA, d'après [l'Observatoire de l'IA responsable](#) d'Impact AI⁶. L'IA Act européen est jugé plutôt comme une « très bonne ou une bonne chose » par 57 % des salariés interrogés, cette proportion atteignant même 75 % chez les utilisateurs d'IA dans le cadre professionnel.

9%

Toujours selon l'étude d'Impact AI, seuls 9% des salariés français indiquent pouvoir se référer au sein de leur entreprise à une charte éthique et/ou à un interlocuteur ou comité d'éthique concernant l'IA. Pour autant, les salariés jugent que *« les entreprises disposent néanmoins des atouts nécessaires pour réussir en leur sein une acculturation à l'IA responsable, à commencer par ses compétences internes en matière d'IA (28 % des salariés), la sensibilisation aux enjeux liés à l'IA et la politique de formation (22 %), la motivation au changement de la part des salariés (20 %), l'engagement de la direction (16 %), le montant des budgets alloués à l'IA responsable (14 %) »*.



C'EST ÇA LA FRANCE

Diffusé dimanche

13H30-14H00

Nathalie Schraen-Guirma

Chaque dimanche, de 13h30 à 14h00, Nathalie Schraen-Guirma met à l'honneur les acteurs du Made in France dans C'est ça la France. Découvertes, savoir-faire et passion des artisans sont au rendez-vous. Une émission à retrouver sur Sud Radio et en podcast, en partenariat avec les **Chambres de Métiers et de l'Artisanat**.

[Voir la playlist Youtube](#)



Dernier épisode



Par Nathalie Schraen-Guirma avec Yves Jégo, Julien Gabillet

Épisode du dimanche 16 février 2025

Une délocalisation qui passe mal ! Et comment lutter contre les arnaqueurs !



Chronique:

13H50 - 13H55

THIBAUT LE FRENCHTROTTEUR



Thibaut La Flaquière
Immersion au sommet de l'IA

Thibault La Flaquière : Un collectif « Impact AI » s'intéresse aux essais de l'intelligence artificielle sur le travail, la santé, l'éducation. J'ai croisé son président, Christophe Lienard, qui est également Directeur de l'innovation chez Bouygues.

L'IA est un phénomène qui impacte la manière dont on travaille. L'utilisation est très facile donc le déploiement se fait rapidement pour les entreprises. Aujourd'hui, nous avons fait, auprès d'Impact AI, un observatoire auprès de 1000 salariés de tous les secteurs en France. On voit que 74% des gens qui utilisent l'IA sont très favorables à l'IA et sont conscients qu'il faut une régulation.

Thibault La Flaquière : Qu'est ce qu'on peut dire aux gens qui sont réfractaires à l'utilisation de l'IA ?

Christophe Lienard : Le monde se sépare en deux. Il y a ceux qui utilisent l'IA et qui sont conquis. Et il y a ceux qui ne l'utilisent pas et qui en ont peur. Il faut faire utiliser ceux qui ne l'utilisent pas. On utilise quotidiennement de l'IA en réalité.

[Programme Sud Radio C'est ça la France animé par Nathalie Schraen-Guirma](#)

L'économie de l'intelligence : quand l'humain et l'IA dessinent les futurs de l'entreprise

4 MARS 2025

A LA UNE



Dans son **Book de tendances 2025**, publié ce 4 mars, KPMG France, explore les contours d'une révolution en cours : l'émergence d'une intelligence hybride entre humains et machines. Entre souveraineté technologique, guerre contre les fake news et écologie augmentée, l'étude dessine six scénarios clés pour les organisations – et esquisse un monde post-2030 où les IA deviendraient gardiennes de vérité et architectes de symbiose économique.

Prenant appui sur les éclairages d'une trentaine d'experts, universitaires et dirigeants d'entreprise, le Book élaboré par le département Innovation de KPMG France, un cabinet de conseil et d'audit, a pour ambition d'exposer les enjeux de l'hybridation des intelligences et son impact sur les organisations. Le rapport explore cette convergence entre technologie et intelligence collective à travers six grandes tendances.

Il s'agit donc d'imaginer une « **Entreprise puissance** », souveraine et impliquée dans les politiques de développement, et de repenser les organisations avec « **L'École de l'intelligence hybride** », qui valorise le partage des compétences et la collaboration entre humains et intelligences artificielles.

LE MONDE DU CHIFFRE

L'innovation au service de l'humain est au cœur de ce que les auteurs nomment, « **Les nouveaux Léonards** », où la puissance de calcul ouvre de nouvelles perspectives créatives et scientifiques. « **La guerre du faux** » aborde les défis liés à la désinformation et à l'éducation, tandis que « **L'intelligence amie** » définit les nouveaux cadres de coopération au quotidien. Enfin, « **L'écologie augmentée** » explore les moyens technologiques insoupçonnés qui accélèrent les transitions environnementales.

Entreprise puissance : reprendre le contrôle face aux géants du numérique

La dépendance croissante aux infrastructures des Big Tech (cloud, centres de données, modèles d'IA) catalyse une prise de conscience stratégique. « *L'entreprise puissance doit reconquérir sa liberté technologique sans renoncer aux bénéfices de l'IA* », relèvent les experts de KPMG dans leur analyse des architectures hybrides combinant solutions propriétaires et communs numériques. Le rapport indique que des solutions émergent, en open source, à l'image du cloud souverain d'OVHcloud ou du partenariat entre Mistral et AI-Dassault Systèmes pour développer Outscale, une IA générative en phase avec les exigences européennes.

Agents conversationnels : le défi de la cohabitation productive

Selon Charles-Henri Besseyre des Horts, professeur émérite à HEC Paris et contributeur au Book de tendances 2025, « *les capacités des machines conduisent à reconsidérer les compétences des humains qui les utilisent* ». Avec les systèmes multi-agents capables de traiter 40 % des demandes clients sans intervention humaine, comme l'illustre le chatbot Ava chez Navan, la frontière entre collaborateurs réels et virtuels s'estompe. Pour Ludovic Cinquin, cofondateur d'OCTO Technology, « *certains groupes comme Google appellent leurs recrues à "désapprendre" pour libérer l'esprit d'initiative* », une transition nécessaire vers un nouveau partage des compétences ».

Guerre du faux : l'urgence d'une contre-offensive technologique

Face à la multiplication des deepfakes et désinformations algorithmiques, Anne Alombert du Conseil national du numérique alerte : « *Le citoyen du XXI^e siècle doit être capable d'exercer son esprit critique face à la circulation massive d'informations* ». Le rapport préconise des solutions combinant blockchain, signatures cryptographiques et « *IA de la vérité* », capables de détecter les

LE MONDE DU CHIFFRE

manipulations en temps réel. Ces technologies devraient s'accompagner selon elle, d'une « *intégration de l'histoire des techniques dans les programmes scolaires* ».

Métamorphose des compétences : naissance de l'école hybride

L'automatisation massive des tâches routinières rebat les cartes de la formation professionnelle. Ainsi, Marie Guillemot, présidente de KPMG France, anticipe l'émergence de « *nouveaux polymathes capables, comme à la Renaissance, de créer à la croisée des sciences, des arts et des humanités* ».

Cette vision rejoint celle d'Aurélije Jean, numéricienne, entrepreneuse, autrice de « *Les algorithmes font-ils la loi ?* », pour qui « *nous devons nous redéfinir en s'éloignant de ce que fait la machine, en valorisant l'intelligence émotionnelle et créative* ».

Nouveaux Léonard : quand l'IA réinvente la créativité

Le rapport identifie l'émergence d'une génération d'inventeurs hybrides combinant intuition humaine et puissance algorithmique. Axel Cypel, ingénieur et essayiste, auteur de « *Au cœur de l'intelligence artificielle* » et de « *Voyage au bout de l'IA* » et responsable IA d'une grande banque française, nuance : « *Croire que les données sont neutres relève du biais des biais* ». Ces « *néo-Léonard* » s'appuient pourtant sur des outils comme DALL-E 3 ou AlphaFold 3 pour accélérer les découvertes médicales, notamment contre le cancer, selon les observations de Marie Guillemot.

Écologie augmentée : la tech au service du vivant

Olivier Hamant, biologiste à l'INRAE, directeur de l'Institut Michel Serres et auteur d'ouvrages comme « *L'entreprise robuste* » (2025) et « *De l'Incohérence, philosophie politique de la robustesse* » (2024), met en garde contre « *le danger de suroptimisation algorithmique réduisant notre adaptabilité* ». Le programme Confiance.ai – réunissant industriels et académiques – montre la voie vers des IA frugales garantissant performance et sécurité énergétique. Paul Labrogère, directeur de l'IRT Système X, souligne que « *les processus industriels doivent concilier innovation et méthodes d'ingénierie rigoureuses* ».

Horizon 2030 : de l'otium retrouvé aux IA gardiennes du vrai

Le Book esquisse des « futurs audacieux » où « les IA conviviales s'adaptent à chaque utilisateur » et où le quantique modélise les impacts écosystémiques en temps réel. Un futur où l'IA générative laisserait aussi la place à l'otium (terme latin, désignant une forme d'oisiveté). Marie Guillemot estime que « *cette transformation radicale doit s'accompagner d'un cadre éthique rigoureux pour servir le progrès humain* ». Une vision partagée par Christophe Lienard, directeur central de l'innovation du groupe Bouygues et président du think & do tank Impact AI du groupe Bouygues, pour qui « **toutes les fonctions de l'entreprise sont concernées par l'IA** ».

En définitive, alors que l'Europe finalise son AI Act, le rapport rappelle qu'« **aucune régulation ne pourra remplacer une refondation culturelle des organisations** ». Entre défiance technophobe et angélisme numérique, la voie étroite de l'hybridation exige autant d'audace que de sagesse – un équilibre que les entreprises devront incarner pour rester humaines à l'ère des machines.

Vous pouvez télécharger le Book complet ici

Samorya Wilson